JA CH-1211 GENÈVE 8
P.P. / JOURNAL
A PRIORITY PRIORITAIRE

JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024

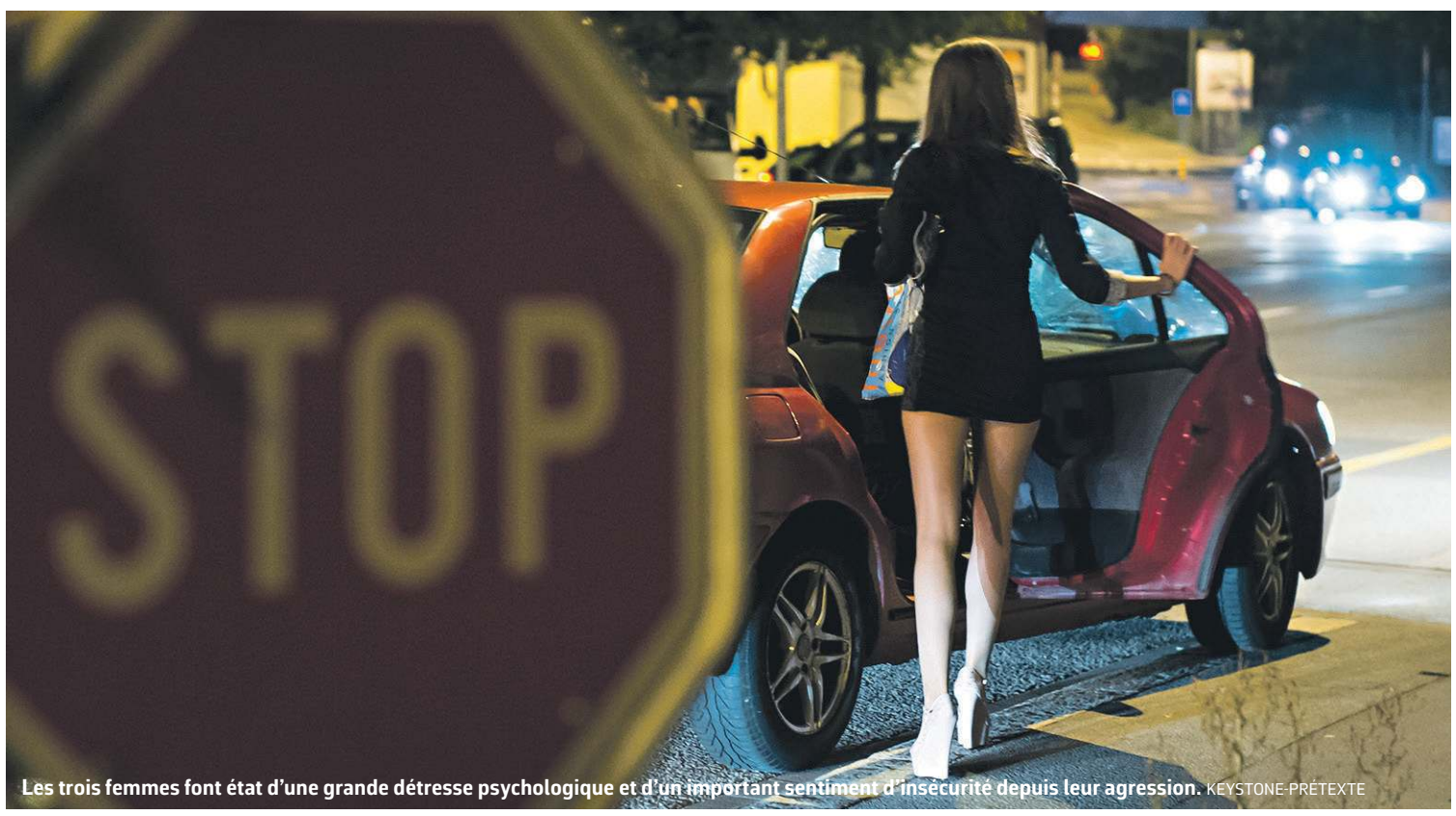
LE COURRIER
L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°173 | 157e année | CHF 3.00

VIOLENCES SEXUELLES

Prostitué·es peu **considéré-es**



Les trois femmes font état d'une grande détresse psychologique et d'un important sentiment d'insécurité depuis leur agression. KEYSTONE-PRÉTEXTE

4 Un homme est poursuivi pour le viol de trois *escort girls* à Genève. Une affaire qui met en lumière la vulnérabilité des travailleur·euses du sexe face à leurs clients.

12 PHOTOGRAPHIE

La biennale Images **Vevey** investit la ville avec 50 projets

KEYSTONE

3 ABUS SEXUEL

Le Conseil national veut mieux prévenir les **agressions** sur les jeunes et les enfants.

6 BIENNE

Socialiste ou libérale-radicale, la prochaine maire sera **francophone**.

9 ÉTATS-UNIS

Kamala Harris domine le **débat** et dénonce les controverses de la présidence Trump.

éditorial

GUY ZURKINDEN

FEUILLE DE ROUTE NÉOLIBÉRALE

«Nous devons faire des économies», assène Christoph Mäder[1]. L'ex-dirigeant de la multinationale Syngenta, aujourd'hui président d'Economiesuisse, la principale association patronale du pays, n'entend pas tailler dans les rémunérations colossales des CEO helvétiques. Mais dans les finances de la Confédération.

La syntonie est parfaite avec Serge Gaillard: «Il suffit d'économiser», affirme le président du «groupe d'experts» chargé par le Conseil fédéral de proposer des coupes dans les dépenses[2]. Présentées le 4 septembre, ses conclusions sont discutées cette semaine avec les cantons, les partis et les «partenaires sociaux».

Cela fait des mois que la conseillère libérale-radicale Karin Keller-Sutter (KKS) réclame un nouveau round d'austérité. Le rapport concocté sous la houlette de Serge Gaillard – ancien premier secrétaire de l'Union syndicale suisse devenu ensuite bras droit du ministre UDC Ueli Maurer – répond à ses vœux. Pour économiser 4 à 5 milliards par an dès 2027, les «expert·es» ont retenu une piste principale: élaguer les tâches publiques – sauf celles de l'armée, dont le budget devrait prendre l'ascenseur.

Parmi les soixante mesures proposées, on citera entre autres: des coupes dans les subventions destinées à la transition climatique; une baisse de la participation financière de la Confédération à l'AVS; la suppression de la subvention fédérale aux crèches et la disparition de la rente-pont destinée aux chômeurs âgés; le doublement des taxes d'études dans les hautes écoles; un frein aux contributions versées aux cantons pour la réduction des primes d'assurance-maladie. Sans oublier des coups de canif dans la coopération internationale, la culture, la formation professionnelle, l'intégration des jeunes réfugié·es et les transports publics.

La voie proposée interpelle. D'abord, parce que la situation des finances publiques reste très favorable: depuis 2006, Confédération et cantons ont accumulé des excédents se chiffrant en dizaines de milliards de francs. Ensuite, parce que la couche la plus fortunée de la population ne cesse de s'enrichir. Entre 2014 et 2024, les actionnaires helvétiques ont ainsi empoché 444 milliards sous forme de dividendes[3].

Plutôt que de demander une légère contribution à ces privilégié·es, le rapport Gaillard opte pour des mesures qui pèseront sur les bas revenus, les retraité·es et les populations vulnérables. Et dont l'application, même partielle, aggraverait les inégalités sociales – tout en enterrant la possibilité de répondre au défi climatique

Un parti pris qui éclaire la nature ultralibérale et réactionnaire de cette feuille de route, que le Conseil fédéral et les milieux patronaux feront tout pour imposer au cours des prochaines années. I

[1] *NZZ*, 6 septembre 2024.
[2] *NZZ am Sonntag*, 8 septembre 2024.
[3] *Services Publics*, 8 septembre 2024..

9 771424 140375 04

Rédaction Genève: 022 809 55 66 redaction@lecourrier.ch | Rédaction Vaud: vaud@lecourrier.ch | Rédaction Neuchâtel: neuchatel@lecourrier.ch |Publicité: 078 315 07 34 pub@lecourrier.ch | mortuaires@lecourrier.ch | malettre@lecourrier.ch
Le quotidien *Le Courrier* paraît 5 fois par semaine. Il est édité à Genève par la Nouvelle Association du Courrier (NAC), association sans but lucratif | Direction, administration et rédaction à Genève: 18, avenue de la Jonction, CP 112, 1211 Genève 8
Dons: IBAN CH82 0078 8000 0508 4141 3 | **Abonnements: 022 809 55 55 – abo@lecourrier.ch – www.lecourrier.ch/abo** | Tarifs 12 mois: Intégral: 460 frs; Combi: 380 frs; Web: 299 frs; Weekend: 190 frs Essai web: 19 frs Essai Intégral 2 mois: 39 frs.

MUSIQUE, GENÈVE

Bongo Joe fait la fête

Voilà, enfin! C'est l'expression de soulagement que laissait échapper l'équipe de Bongo Joe, début 2021, au moment d'ouvrir les portes de sa nouvelle arcade aux Halles de l'Ile. Sur une surface quintuplée par rapport au local d'origine (ouvert en 2013 place des Augustins), une enfilade de bacs où toutes les musiques du monde côtoient les classiques pop *vintage* et la fine fleur locale. Dont les sorties du label maison, les Disques Bongo Joe (Hyperculte, Citron Citron, Bound By Endogamy, Cyril Cyril).
La place de l'Ile dégagée, le chantier de réfection de la passerelle sur le Rhône enfin achevé, l'heure est à la fête et à la quatrième édition du festival annuel, gratuit, de Bongo Joe. De vendredi à dimanche, aux abords du magasin, *Voilà Enfin #4* promet «un aréopage d'artistes locaux, internationaux, de styles et d'ambiances». On tendra ses oreilles vers le reggaeton sauce riviera lémanique du groupe Tendinites, la *rave* minyo psychédélique de WaqWaq Kingdom (duo formé par Kiki Hitomi et Shigeru Ishihara, en photo), la pop onirique d'Helen Island, le garage punk des Sex Organs, la musette synthétique de Krinator ou le shlager 2.0 de Tobi Wolf. On s'avance peut-être, mais il est probable qu'on rigole en se déhanchant. **RMR/**MARCO TINARI

Du ve 13 au di 15 septembre, place de l'Ile 1, Genève, en extérieur devant Bongo Joe. Gratuit, buvette et petite restauration sur place. bongojoe.ch

INVITÉ

«Le Courrier» offre l'asile à la «Tribune»

Ce jeudi, le personnel de TX Group, l'éditeur en Suisse romande de la *Tribune de Genève*, de *24 heures* et du *Matin Dimanche*, mais aussi le propriétaire du centre d'impression de Bussigny ou de l'agence d'affermage publicitaire Goldbach, lance un mouvement de grève pour protester contre le regroupement des titres du groupe et l'abandon de deux des trois imprimeries, tels qu'annoncés le 27 août.

La direction du groupe a verrouillé l'information à l'interne et interdit la publication du texte ci-dessous. *Le Courrier* a décidé d'accorder l'asile politique et journalistique à ses confrères et diffuse donc la prise de position des rédacteurs de la *Tribune de Genève*. Qu'ils et elles soient une nouvelle fois assuré·es du plein soutien de l'équipe du *Courrier* dans ce combat syndical pour l'emploi, mais aussi politique et démocratique pour une information de qualité. **PBH**

Aux lecteurs de la *Tribune de Genève*,
Ce texte aurait dû paraître dans les colonnes de la *Tribune de Genève* sous forme d'encart publicitaire afin d'expliquer pourquoi ses employés ont décidé de débrayer jeudi matin. Sa parution a été interdite par un éditeur qui oublie la valeur de l'information et l'impact des réseaux sociaux. Quel paradoxe!

Qu'à cela ne tienne! Les employés de la *Tribune de Genève* débrayent en ce jour pour manifester leurs craintes quant à l'avenir de leur journal. Nous estimons que les restructurations annoncées le menacent. Et pour cause: la direction a annoncé la suppression de 200 postes dans les imprimeries, et son intention de biffer 90 postes équivalents temps plein dans les rédactions. La *Tribune de Genève* est particulièrement menacée. D'importantes coupes signifieraient son dysfonctionnement, et, à terme, son démantèlement.

Il faut être clair, nous arrivons à l'os. La *Tribune de Genève* sort d'une longue série de restructurations, notamment en 2016, 2018, 2023 qui se sont traduites par des pertes d'emploi constantes et une nouvelle saignée entraînerait un affaiblissement de notre couverture d'information. En dix ans, nous avons déjà perdu environ un tiers de nos forces.

C'est le dos au mur que nous nous battons tous les jours pour assurer la survie de notre titre et le respect du contrat d'information qui nous lie à vous. Comment imaginer maintenir notre couverture après une nouvelle réduction des effectifs? Elle ne pourra que conduire à une diminution du suivi des affaires politiques, judiciaires, culturelles et sociales de ce canton.

Personne n'est l'unique responsable de ce lent naufrage, qui est aussi celui d'autres journaux. Une chose est sûre, il n'est pas lié à votre désaffection! Jamais notre lectorat sur internet ou sur papier n'a été aussi important; il n'est pas lié non plus à un retard dans la transition numérique, la moitié de nos abonnés sont passés à l'abonnement numérique. Non, nos difficultés sont liées à une érosion de la publicité, désormais captée par des annonceurs mondiaux. Les décisions erratiques de notre éditeur, qui a sorti les secteurs les plus rentables, celui des annonces de notre périmètre comptable, ou qui a livré gratuitement notre contenu aux réseaux pendant des années, est aussi en cause.

Faut-il s'y résigner? Non. Il est possible d'inverser la tendance si chacun prend ses responsabilités: notre éditeur en investissant enfin sérieusement dans ses titres, comme le font de grands journaux étrangers, y compris régionaux; les pouvoirs publics en cessant de regarder passer les trains: au nom de quoi, la presse audiovisuelle privée et publique suisse pourrait-elle être soutenue et pas la presse écrite? Au nom de quoi l'Etat canadien négocie-t-il une rétrocession de cent millions avec Google pour aider la presse et pas la Suisse?

L'évaporation de la presse est un désastre. Aux Etats-Unis, frappé avant nous, les déserts médiatiques ont engendré une hausse de la corruption et des mauvaises pratiques et un affaiblissement de l'esprit public. Il en irait de même à Genève où la sensibilité locale aurait un espace de moins pour se faire connaître.

LA RÉDACTION DE LA *TRIBUNE DE GENÈVE*

À LIVRE OUVERT

Utopistes?

ALEXANDRE CHOLLIER*

Au fil des années, Evgeny Morozov s'est taillé une solide réputation dans le domaine de la critique techno-numérique. Ses nombreux articles et ouvrages le montrent sans détour: selon lui la technologie doit être comprise comme un outil capable du meilleur comme du pire, autrement dit comme un *pharmakon*. Au lieu de s'attaquer frontalement à une technologie devenant de plus en plus ubiquitaire, comme l'assument froidement les techno-critiques les plus radicaux, il défend l'idée que celle-ci nécessite avant tout être repensée à l'aune de ses usages et de ses relations avec le capitalisme (autoritaire ou non). Et qu'elle puisse même à terme s'en émanciper.

Morozov sait lire derrière les apparences. Il sait qu'aujourd'hui le «véritable évangile des géants du numérique, consacré et encensé par les Etats, consiste à innover au nom de la conservation»[1]. Derrière toute politique du fait accompli se trouve une volonté inflexible; celle de sans cesse tout changer pour que finalement rien ne change.

Morozov veut quant à lui que ça change, et vite. Il imagine donc un autre monde, façonné cette fois par des technologies habitées par une autre logique et surtout conçues et élaborées par d'autres acteurs que les entreprises gafamesques. En vérité plutôt que d'imaginer un autre monde, Morozov se retourne sur le nôtre et, plus particulièrement, sur l'histoire du développement de l'IA. Une histoire bien moins linéaire qu'on ne le croît.

Parmi ses dernières contributions, deux mettent clairement en évidence sa méthode d'investigation et sa posture critique, tout autant que l'horizon vers lequel elles pointent tour à tour.

La première est un livre tiré d'un podcast au style détonnant, *Les Santiago Boys*[2]. Livre qui se lit comme un roman, riche de personnages hauts en couleurs et de contextes politique, historique et géographique qui en ont tous les attributs. Lisant l'histoire des aventures de l'ingénieur et cybernéticien Stafford Beer dans le Chili des années 1970-1973, celui d'Allende, on comprend que si elle est aussi passionnante à lire et à entendre, c'est parce que l'auteur a réussi à communiquer sa propre passion pour ces drôles d'«ingénieurs utopistes qui ont côtoyé Allende [...] et qui ont osé imaginer un avenir numérique très différent de celui que nous connaissons».

La seconde est un article paru cet été dans *Le Monde diplomatique*[3]. Le style a changé. Bien que plus conventionnel, le mouvement imprimé au texte reste le même. Sans surprise, l'auteur se retourne à nouveau sur l'histoire de l'IA, cette fois en déplaçant son attention vers un nouveau personnage. Après un bref paragraphe consacré au projet *CyberSinc* et à son mentor Stafford Beer, Morozov nous permet en effet de rencontrer un personnage tout à fait étonnant, Warren Brodey, psychiatre étasunien «passé à la cybernétique».

A rebours de la vision commune d'une IA cherchant à reproduire une intelligence purement humaine, ceci dans le but de l'augmenter ou de pallier ses déficiences, Brodey défend l'idée «que l'intelligence, loin d'être enfermée dans nos cerveaux, naît des interactions avec notre environnement». Partant de là, l'IA ne devrait pas être un «outil d'augmentation» mais un «outil d'amélioration».

La différence est fondamentale. Car comme le rappelle Morozov, si «l'augmentation nous retire des capacités au nom de l'efficacité, [...] l'amélioration nous en fait acquérir de nouvelles et enrichit nos interactions avec le monde».

Cette histoire vieille d'un demi-siècle donne à réfléchir. Pensez à ChatGPT et à tous les autres «*ghost writers* artificiels» et demandez-vous si en «*boostant*» notre intelligence ceux-ci nous permettent réellement d'acquérir de nouvelles capacités ou si au contraire ils organisent aujourd'hui notre inutilité de demain, ceci en subtilisant à chaque occasion davantage de nos capacités[4]?

Au sortir de cette double lecture, Morozov a de toute évidence vaincu mes résistances techno-critiques. Me voilà bien malgré moi en train de me passionner pour deux utopies technologiques, celles de Beer et de Brodey. Me voilà même en train d'imaginer les contours d'une véritable innovation en matière d'IA.

* Géographe, écrivain et enseignant.
[1] Evgeny Morozov, «La rébellion ou la survie», *Le Courrier*, 3 juin 2019.
[2] Evgeny Morozov, *Les Santiago boys: des ingénieurs utopistes face aux big tech et aux agences d'espionnage*, Ed. Divergences, 2024.
[3] Evgeny Morozov, «Une autre intelligence artificielle est possible», *Le Monde diplomatique*, août 2024.
[4] Cf. Eric Sadin, *La vie spectrale*, Grasset, 2023, p. 233.

Le National veut protéger les jeunes et les enfants au sein des Eglises ou des clubs de sport notamment

COMBATTRE LES ABUS

GUILLAUME CHILLIER

Politique ► C'est la traînée politique d'une comète. Une galaxie d'abus en tout genre qui ont provoqué de multiples séismes. Il y a eu la gymnastique d'élite, la danse professionnelle ou, surtout, l'Eglise catholique. Il y a une année, un rapport choc de l'Université de Zurich dénombrait plus de 1000 cas d'abus sexuels dans l'Eglise entre 1950 et 2022.

Réaction au Conseil national peu après ces révélations: six motions de six partis politiques différents et un postulat, tous acceptés ce mercredi par une large majorité des élus. Un tir groupé pour mettre la pression sur le Conseil fédéral et exiger un concept de protection standardisé et contraignant afin de prévenir les abus sexuels, psychiques ou physiques dans les structures qui travaillent avec des jeunes, des enfants ou toutes personnes vulnérables.

«Trop souvent, les abus ont été cachés et n'ont pas été dénoncés à la justice»

Tamara Funiciello

Ecoles et clubs sportifs devraient mettre en place davantage de prévention. KEYSTONE

Dans la mire, les Eglises, les écoles, les associations ou les organisations sportives.

Bonnes pratiques

«Dans le cas de l'Eglise catholique, les abus ont été réglés à l'interne et un peu n'importe comment. Trop souvent, ils ont été cachés et n'ont pas été dénoncés à la justice. Cela a été très néfaste pour les victimes», regrette la socialiste Tamara Funiciello, dépositaire de l'une des motions. Ce qu'elle réclame maintenant, c'est que toutes les organisations qui s'occupent de jeunes ou d'enfants appliquent de bonnes pratiques pour prévenir les abus: les structures devraient mieux savoir comment s'y prendre en cas de problème, notamment pour le soutien aux victimes.

A l'origine de cette démarche collective, une initiative parlementaire de la vert'libérale Kathrin Bertschy, finalement retirée, qui visait l'Eglise uniquement. La Commission des affaires juridiques a jugé préférable d'adopter une vision plus large. Elle a ainsi déposé son propre postulat, qui charge le Conseil fédéral d'un rapport sur la nécessité de légiférer et comment. «Le Conseil fédéral doit pouvoir recenser le nombre et le type de cas, comprendre comment ils ont été traités et quelles mesures ont été prises. Sur cette base, nous devrions obtenir des pistes concrètes pour avancer efficacement», relève le président de la commission, le centriste genevois Vincent Maitre.

Et les cantons?

Seul parti opposé à la démarche, l'UDC estime que les propositions s'attaquent insidieusement à l'Eglise catholique (lire ci-contre). Comme le Conseil fédéral, il souligne aussi que les écoles et les Eglises sont l'affaire des cantons. Quant aux autres associations, sportives par exemple, le Conseil fédéral peut déjà les contraindre à appliquer des concepts de prévention si elles sont subventionnées. «Les organisations sportives ne bénéficient à présent d'un soutien financier que si elles prennent des mesures efficaces pour prévenir les comportements inappropriés, les irrégularités, les accidents et les blessures et qu'elles mettent en œuvre les principes de la Charte d'éthique du sport suisse», souligne le Conseil fédéral.

Tamara Funiciello, très insatisfaite de cette réponse, fulmine: «Le gouvernement apporte une réponse bureaucratique à un problème qui touche l'humain.» Pour elle, la violence sexuelle, la violence envers les enfants ou envers les femmes «n'est pas un problème cantonal». La Bernoise appuie: «Les cantons ont certes des prérogatives importantes dans le domaine des abus, mais la majorité ne fait rien ou pas assez. Il est trop facile de dire que la sécurité des enfants ou des personnes vulnérables est du ressort des cantons quand ceux-ci ont failli à leur tâche.»

Des exemples

Concrètement, Tamara Funiciello évoque la création de guides expliquant «clairement ce qui est bien de faire ou de ne pas faire», un protocole du bon comportement quand un abus est soupçonné ou dénoncé ou un document qui indique la personne à informer en cas d'abus, signale les conséquences possibles pour la victime et l'agresseur et la bonne manière de mettre en sécurité une personne touchée. Rien de bien lourd à mettre en place, assure-t-elle, aussi car «ce n'est rien d'autre que du bon sens». Sa crainte toutefois: que le Conseil d'Etat refuse les motions et qu'il faille attendre des années avant que la réponse au postulat soit disponible.

A Berne, d'aucuns estiment que l'opération commune aux six partis s'apparente à de l'excitation parlementaire, une façon de dire que les élus, même si leur pouvoir paraît limité, ne restent pas les bras croisés à la suite des révélations d'abus qui ont fait grand bruit.

«Il y a la volonté de donner un signal politique clair, de montrer que le parlement se soucie de la question des abus et prend le taureau par les cornes», résume Vincent Maitre. Avec cet espoir: «Si les votes du jour peuvent se transformer en incitatifs pour que les différentes organisations prennent les devants, c'est déjà positif.» I

«UNE ATTAQUE CONTRE L'ÉGLISE»

Ancien membre de la Garde suisse pontificale et conseiller national UDC, Nicolas Kolly (PHOTO KEYTONE) est fâché. Le Fribourgeois estime que la majorité du parlement utilise la lutte contre les abus pour s'attaquer de manière sous-jacente à l'Eglise catholique.

Le positionnement de l'UDC donne l'impression qu'elle ne veut pas œuvrer dans la prévention des abus sexuels, physiques ou psychiques...

Nicolas Kolly: Non, c'est le contraire! L'UDC a toujours été le parti qui défend une plus grande sévérité contre les auteurs d'abus. Elle a par exemple soutenu l'initiative pour l'imprescriptibilité des actes sexuels sur les enfants, celle pour l'internement à vie des criminels dangereux et, surtout, celle pour que les pédophiles ne travaillent plus avec les enfants. Nous prônons des punitions individuelles pour les auteurs de ces crimes alors qu'avec ces motions et son postulat, le parlement cherche des punitions collectives et vise quand même directement l'Eglise catholique.

Les motions et le postulat évoquent aussi les organisations sportives, les écoles ou les associations...

Oui, mais l'origine de ces objets est une proposition scandaleuse qui voulait faire porter la responsabilité des actes commis au sein de l'Eglise catholique par l'institution, soit par l'ensemble des catholiques. Depuis des décennies, le message de l'Eglise est pourtant clair: tout acte doit être dénoncé à la justice des hommes. C'est ce que l'Eglise doit légalement faire, comme toute institution, et elle le fait.

Quid des cantons, accusés de ne pas en faire assez?

Les cantons doivent tout simplement appliquer la loi, qui est déjà claire. De plus, et le Conseil fédéral l'a indiqué, les rapports entre les communautés religieuses et l'Etat, tout comme la question de l'école, sont de compétence cantonale. C'est donc aux cantons de faire le travail de surveillance. Dans les cantons, il y a des situations très différentes et agir au niveau fédéral ne tient pas. Comment appliquer une politique similaire au canton de Fribourg, qui confère un statut de droit public aux Eglises reconnues, alors que d'autres cantons sont au contraire laïcs?

Quand même: le signal donné par le parlement n'est-il pas bienvenu pour améliorer la prévention?

Peut-être. Et je suis prêt à soutenir un renforcement des contrôles et de la prévention. Le problème fondamental, c'est que si les motionnaires voulaient vraiment s'attaquer aux abus dans toutes les structures, ils n'auraient pas visé de manière insidieuse l'Eglise catholique comme ils l'ont fait. GCH

Un homme est poursuivi pour le viol de trois travailleuses du sexe. Les associations plaident pour une meilleure prise en considération de la parole de victimes

Travailleuses du sexe «peu protégées»

LOUIS VILADENT

Le Ministère public a requis neuf ans de prison ferme ainsi qu'une expulsion du territoire suisse d'une durée de quinze ans. Le tribunal rendra son jugement vendredi. KEYSTONE

Genève ▸ «Ce que j'aimerais, c'est te baiser morte. Au moins tu ne bougeras plus.» Cette phrase sordide, c'est celle qu'aurait prononcée José*, un trentenaire accusé d'avoir violé trois travailleuses du sexe entre 2021 et 2023. Son procès s'est ouvert hier.

La première série de faits décrits par le Ministère public remonte à une nuit de juillet 2021. Ce soir-là, José contacte Nina* via une plateforme d'*escort* en ligne. Il se rend à son domicile comme convenu et entame avec elle un rapport sexuel consenti et tarifé. A l'issue des vingt minutes prévues, Nina indique à l'homme que son temps est écoulé et que le rapport doit prendre fin. D'après l'acte d'accusation, José n'obtempère pas. En un mot, il la viole, puis lui dérobe son téléphone et la menace pour la dissuader de se rendre à la police. Trois jours plus tard, Nina porte plainte.

Huit mois passent, sans suite concernant Nina. En janvier 2022, José contacte Cindy*, une autre travailleuse du sexe, sur la même plateforme en ligne. Dès les premiers instants de la rencontre, il la jette sur le lit. Elle lui demande de mettre un préservatif, mais il refuse. «Cindy, paniquée, lui demande d'arrêter», relate la procédure. Là-encore, il est dit que l'homme la viole brutalement à deux reprises avant de la passer à tabac. Cindy portera plainte cinq jours plus tard. «Je l'ai dénoncé, car je savais qu'il allait récidiver. Il m'avait fait comprendre qu'il avait déjà fait la même chose à d'autres femmes avant moi», explique-t-elle à présent face aux juges.

A la suite de cette plainte, la justice décide de faire arrêter José, qui est placé en détention provisoire pour une durée de sept mois. Peu de temps après sa libération, il contacte Emily*, travailleuse du sexe elle aussi. L'acte d'accusation raconte que, lorsque celle-ci se rend chez l'homme, il l'accueille en brandissant une lame de couteau et en la jetant sur le canapé. Puis il la viole, «avec la circonstance aggravante de la cruauté», décrit la procédure. Emily dépose plainte et l'homme est à nouveau arrêté.

«Morte vivante»

En cette première journée de procès, le prévenu, présumé innocent à ce stade, conteste toute violence physique. Selon lui, il n'a simplement «pas de chance»

> **«Il est choquant de voir qu'une première plainte déposée n'a pas suffi pour que la justice agisse»**
>
> **Pénélope Giacardy**

de se retrouver aujourd'hui face à ces femmes dont il «ne peut pas expliquer les accusations». Et d'ajouter: «J'ai toujours été très doux et gentleman.» Ce à quoi la présidente du tribunal rétorque qu'une vidéo le montre en train de lever la main, se dirigeant agressivement vers l'une des plaignantes.

Les trois femmes, qui ne se connaissaient pas avant le début du procès, font quant à elles état d'une grande détresse psychologique et d'un sentiment d'insécurité depuis leurs expériences respectives avec le prévenu. Nina, pour qui le travail du sexe est l'unique source de revenus, a décidé de ne plus travailler la nuit. Cindy décrit de grosses crises d'angoisses, d'évanouissements. «J'ai du mal à faire les tâches simples de la vie, je me sens comme morte vivante.» Emily ajoute: «Aujourd'hui, dès qu'on m'approche, j'ai l'impression qu'on va me faire du mal.»

Problème structurel

Contactée par téléphone, Pénélope Giacardy, directrice de l'association Aspasie, qui défend les droits des personnes travailleuses du sexe, nous indique que «les horreurs qu'ont vécues ces femmes ne sont heureusement pas des choses qui parviennent tous les jours à nos oreilles». Néanmoins, «bien que le cadre légal actuel suisse offre une meilleure protection aux travailleuses du sexe que dans d'autres pays, il est choquant de voir qu'une première plainte déposée n'a pas suffi pour que la justice agisse». Selon la directrice, «ce laxisme est certainement ce qui a permis à l'accusé de se sentir libre de récidiver».

Et de conclure qu'«il y a encore un gros travail à faire dans la prise en considération de la parole des victimes de violences sexuelles, qu'elles soient travailleuses du sexe ou non». Un avis partagé par Maxime Darbellay, avocat de l'une des plaignantes, lors de sa plaidoirie. Pour lui, «notre système a failli» à prendre au sérieux les victimes.

Prenant de la hauteur, Olivier Peter, lui aussi avocat d'une victime présumée, déplore que le Pouvoir judiciaire genevois ne dispose pas de statistiques sur les violences sexuelles faites aux travailleur·ses du sexe. Un vide qui, selon lui, «contribue à l'invisibilisation de ce phénomène qui sévit dans des proportions alarmantes». A terme, ajoute l'avocat, cette invisibilisation renforce le «problème structurel qu'est le manque de protection des travailleur·ses du sexe, à Genève et ailleurs». Concrètement, «il aura fallu que plusieurs femmes vivent un enfer pour qu'on leur ouvre enfin les portes du Ministère public», conclut-il. Des femmes «déjà vulnérables du fait de leur précarité économique et de leur isolement social».

En ce premier jour d'audiences, le Ministère public a requis neuf ans de prison ferme ainsi qu'une expulsion du territoire suisse d'une durée de quinze ans. Le tribunal rendra son jugement vendredi. I

*Noms connus de la rédaction

Chants baltiques avec Yaroslav

Neuchâtel ▸ L'ensemble Yaroslavl fait entendre son nouveau programme de chants de la Baltique lors de concerts à Neuchâtel et à La Chaux-de-Fonds. A l'affiche, Arvo Pärt, Serge Rachmaninov, l'Estonien Cyrillus Kreek, et également des pièces anonymes composées par des moines du monastère finlandais de Volomo, ainsi que Mémoire éternelle (Vechnaya Pamyat). Cet opus de la violoncelliste et compositrice islandaise Hildur Gudnadottir consiste en un hommage musical aux victimes de l'accident nucléaire de Tchernobyl. L'ensemble Yaroslavl est l'un des rares en Suisse à proposer un répertoire entièrement issu de la tradition religieuse de pays de l'Est. **MOP**

Ce soir 20h Notre-Dame de Neuchâtel, me 18 sept 19h30 église du Sacré-Cœur de La Chaux-de-Fonds, entrée libre, collecte. www.yaroslavl.ch

FERROVIAIRE

LA LIGNE VALLORBE-COSSONAY PERTURBÉE

Le trafic ferroviaire a été interrompu puis perturbé une grande partie de la journée hier entre les gares vaudoises du Day et de Cossonay-Penthalaz. Divers incidents, dont le déraillement d'une locomotive de chantier, en sont la cause. La locomotive a déraillé hier matin, sans faire de blessés, ont indiqué les CFF. Sans lien avec ce déraillement, un véhicule de chantier a aussi perdu de l'huile sur les rails. Le trafic ferroviaire a été interrompu jusqu'à 15h environ, selon les CFF, avant de pouvoir reprendre sur une voie. Les trains régionaux ont été remplacés par des bus. Les clients des TGV passant dans ce secteur ont dû emprunter l'itinéraire via Genève. Dès 15h, le trafic TGV a pu être rétabli. **ATS**

Le CHUV sous enquête

Lausanne ▸ Deux audits du Contrôle cantonal des finances (CCF) ont été lancés au sein du CHUV à Lausanne. Ils concernent le Département d'oncologie et la Direction des ressources humaines. «Depuis un an, des alertes sont remontées jusqu'à moi et deux dossiers ont fait l'objet d'audits», a indiqué la ministre vaudoise de la Santé Rebecca Ruiz, dans une interview publiée hier dans le *24 heures*.

Concernant le Département d'oncologie, c'est le Centre des thérapies expérimentales qui est visé. La conseillère d'Etat explique que des analyses ont montré que «le nombre de patients qui bénéficient de traitements expérimentaux contre le cancer, qui n'existent donc pas encore sur le marché, est plus faible qu'attendu.» Corollaire, le coût par patient est plus élevé qu'annoncé au moment où les crédits ont été votés par le Grand Conseil, souligne-t-elle.

Des analyses sont en cours. «Il s'agit maintenant de déterminer de quelle manière des traitements performants pourront être développés à des conditions raisonnables», relève la cheffe du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), sans pouvoir encore se prononcer sur le fond de l'enquête.

Pour l'audit visant la Direction des ressources humaines, la ministre parle de «problématiques» en lien avec les salaires fixés lors de certains engagements, mais aussi des promotions, des augmentations annuelles individuelles et des conventions de départ. Cela concerne «une quarantaine de situations» qui ont été révélées par «plusieurs signalements» puis un audit du CCF.

«Il m'a semblé qu'une analyse globale était nécessaire pour vérifier l'application des processus et savoir si d'autres entités du CHUV étaient concernées», dit M^me^ Ruiz. Et de préciser qu'une enquête administrative a démarré en juin sous la houlette de l'ancien juge cantonal Jean-François Meylan.

La cheffe du DSAS ajoute encore que ces deux affaires n'ont aucun lien entre elles, hormis le fait qu'elles ont été portées à sa connaissance «plus ou moins de manière simultanée». Elle note aussi que plusieurs membres du Grand Conseil sont au courant de ces enquêtes, notamment les présidentes des Commissions des finances et de gestion ainsi que les députés qui surveillent le DSAS. **ATS**

LAUSANNE

L'ART DU SURVIVALISME AU MUDAC

Le mudac à Lausanne s'interroge sur la fin du monde. Sa nouvelle exposition «We Will Survive» plonge dans le monde des «preppers» en explorant comment ces néo-survivalistes se tournent vers le design pour se préparer à un avenir incertain et assurer leur survie. «Il s'agit d'une réflexion collective sur la capacité des objets et du design à contribuer à la survie et à la protection contre les désastres, à partir de l'examen du phénomène du mouvement des preppers», expliquent les responsables du Musée cantonal de design et d'arts appliqués contemporains (mudac) à Plateforme 10. «We Will Survive. Le mouvement prepper» est à voir dès vendredi et jusqu'au 9 février 2025. **ATS**

Ouvriers du luxe privés d'emploi

Syndicats ▸ Une délégation de travailleurs d'un sous-traitant italien de Montblanc est venue à Genève dénoncer la sous-enchère.

Ils sont venus de loin pour dire leur désarroi. Ils, ce sont une quinzaine d'ouvriers de deux entreprises sous-traitantes de la marque de luxe Montblanc qui appartient au groupe Richemont. En Italie, dans les faubourgs de Florence, ces travailleurs Pakistanais, Indiens ou Srilankais ont, pour la plupart, œuvré à la manufacture de «sacs vendus ensuite plus de 1000 francs dans les boutiques», a affirmé Luca Toscano, du syndicat Sudd Cobas. «La marque vend le made in Italy comme une garantie d'éthique et de responsabilité sociale, mais c'est une fausse image», a dénoncé le syndicaliste italien.

Hier, prenant la parole durant une manifestation organisée avec les syndicats genevois devant la boutique de Montblanc il a détaillé «des journées allant jusqu'à 12 heures, des semaines de 6, voire 7 jours de travail, pour un salaire de 900 euros par mois». Ces conditions, les ouvriers ont réussi à les améliorer en février 2023 en se syndiquant, a-t-il poursuivi. Un bien pour un mal, a raconté Luca Toscano, puisque dans la foulée, «Montblanc a décidé de ne plus travailler avec ces sous-traitants. Les usines ont fermé définitivement en décembre et les ouvriers ont perdu leur emploi.»

«Montblanc a simplement expliqué travailler désormais avec une autre entreprise, dans la région cahier des charges oblige, mais assurément avec de mauvaises conditions de travail. On déplace la production là où il y a de nouveaux esclaves à exploiter.» Pour le syndicaliste, c'est d'autant plus scandaleux que le coût des avancées sociales obtenues dans l'usine fermée s'élève à «40% du prix de fabrication, soit 30 euros pour un sac qui sera vendu plus de 1000 en magasin». Il a assuré que les employés sont aujourd'hui dans une impasse. Trouver un nouveau travail, c'est accepter un retour en arrière en termes d'acquis sociaux.

«La globalisation, ce n'est pas uniquement des usines en Asie du Sud-Est, ce sont aussi des ouvriers immigrés en Italie», a souligné Luca Toscano. Alors, une quinzaine des septante personnes licenciées ont fait le déplacement à Genève pour protester devant le siège de Richemont lundi et pour alerter les actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale mercredi. Leur slogan ? *Shame in Italy* (*honte en Italie, ndlr*), plutôt que *made in Italy*. Le syndicaliste a assuré que depuis la dénonciation du cas en mars, Richemont n'a pas démenti les accusations portées par le syndicat. «Nous, nous voulons aller au tribunal pour pouvoir démontrer que ce que nous affirmons est vrai!» Contacté, le groupe Richemont n'a pas répondu à notre sollicitation dans le délai imparti. **MARIA PINEIRO**

LOISIRS

LE CENTRE SPORTIF DE VAREMBÉ SE MODERNISE

Le Centre sportif de Varembé, en Ville de Genève, étoffe son offre. Deux nouveaux terrains de basket pour des équipes de trois joueurs et un nouveau terrain de beach-volley ont été inaugurés hier. La zone d'athlétisme du Centre sportif de Varembé a également été modernisée. De plus, le site dispose dorénavant d'un fitness urbain tout neuf, qui permet de s'échauffer et de travailler son agilité, son équilibre et le renforcement musculaire. Ce projet s'inscrit dans le programme de modernisation et de rénovation des installations sportives de la Ville de Genève. Il s'agit de répondre aux besoins croissants de population, a expliqué la conseillère administrative Marie Barbey-Chappuis. **ATS**

Tamedia assure que la *Tribune de Genève* continuera à exister

Médias ▸ Après les annonces de restructuration de Tamedia qui laissent craindre une disparition de la *Tribune de Genève*, la directrice générale Jessica Peppel-Schulz a assuré dans le 19h30 que le titre allait perdurer. Des assurances ont été données au gouvernement genevois. «La *Tribune de Genève* va perdurer: c'est une marque très forte, très pertinente pour la Suisse romande et évidemment pour le canton et la Ville de Genève», a déclaré mercredi M^me^ Peppel-Schulz. Le titre existera sous forme papier et sous forme numérique, comme par le passé, a ajouté la directrice générale de Tamedia.

Fin août, Tamedia, filiale de TX Group, a annoncé la fermeture de deux centres d'impressions à Bussigny (VD) et à Zurich ainsi qu'une taille dans les effectifs des rédactions. Au total 290 postes, dont 90 au sein de ses journaux vont disparaître. Le groupe a annoncé vouloir miser prioritairement sur le *24 Heures* en Suisse romande.

A Genève, les craintes sont grandes quant à la survie de la *Tribune de Genève* dans ces conditions. Très inquiet, le gouvernement avait sollicité une rencontre urgente avec Tamedia. Cette réunion a eu lieu mardi, a indiqué la présidente du Conseil d'Etat Nathalie Fontanet dans le 19h30. **ATS**

En vue des élections 2025 en Ville de Genève, les Vert·es et les socialistes ont désigné leurs candidat·es et affermi leur alliance. Ensemble à gauche reste une inconnue

La gauche dans les starting-blocks

MAUDE JAQUET

Municipales 2025 ▸ On ne change pas une équipe qui gagne. C'est en somme la conclusion à laquelle sont arrivé·es les Vert·es et les socialistes de la Ville de Genève, qui cette semaine désignaient chacun leur liste de candidat·es pour les élections 2025 au Municipal, tout en officialisant une alliance qui ne faisait pas l'ombre d'un doute. Ainsi, les candidates socialistes Christina Kitsos et Joëlle Bertossa feront équipe avec le vert sortant Alfonso Gomez et l'actuelle députée Marjorie de Chastonay pour espérer conserver les quatre sièges de gauche à l'exécutif de la Ville. A la faveur d'une assise politique importante dans la commune et au sortir d'une législature marquée par une double majorité, qui a permis de faire avancer les dossiers chers à la gauche, le quatuor ne devrait pas, sauf grosse surprise, voir la droite triompher à l'exécutif. L'enjeu pourrait être différent pour le délibératif.

Vents contraires

Au Conseil municipal, l'Alternative tient aujourd'hui les rênes grâce à la représentation de trois groupes: les socialistes, les Vert·es et Ensemble à gauche. Si le parti à la rose (19 sièges sur 80 aujourd'hui) paraît bien placé pour conserver son rang de premier parti, les Vert·es (17 sièges) n'ont plus autant le vent en poupe qu'en 2020 à en croire les résultats aux niveaux cantonal et fédéral. A cela s'ajoute un capital confiance à consolider, après un printemps marqué par des affaires de copinage au sein du Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité dirigé par la Verte Frédérique Perler qui a décidé de ne pas se représenter.

Une «affaire Perler» qui a laissé des traces, s'accordent à dire plusieurs candidat·es, mais qui a aussi permis de lancer des discussions à l'interne. «On se remet en cause et un travail important a été réalisé sur le programme, notamment sur les questions de transparence. On s'accorde aussi sur la nécessité de retravailler le statut du personnel», commente Omar Azzabi, conseiller municipal et ancien président de la section Ville de Genève.

«Le contexte n'est pas forcément en notre faveur. Ce sera difficile» a reconnu l'une des candidates vertes au Municipal, Sophie Desbiolles, en se présentant mardi soir devant ses pairs. Un de ses collègues, Marc Dalphin, renchérissait alors en parlant d'une «adversité anti-Verts» latente. Pas de quoi décourager les 40 candidat·es qui composent la liste désignée par le parti. Celle-ci rassemble quatorze des dix-sept conseiller·ères municipaux·ales sortant·es, mais aussi des jeunes Vert·es notamment.

Le parti entend représenter des générations et des engagements divers, le tout dans une liste paritaire menée par les candidat·es à l'exécutif mais aussi l'actuel chef de groupe au Conseil municipal, Valentin Dujoux, la présidente de la section Laurence Corpataux et son vice-président, Cyril Alispach.

Mercredi soir, répétition de l'exercice formel chez les socialistes. Malgré les remous du printemps, la question d'une alliance avec les Vert·es n'a pas fait un pli. Au contraire, commente un élu, convaincu que l'Alternative a tout à gagner à se serrer les coudes dans un contexte de tension sur la majorité.

Le parti lance 37 candidat·es (15 femmes et 22 hommes), panachage de têtes connues et de nouveaux et nouvelles venu·es. Si la jeunesse socialiste apporte un vent de fraîcheur et le hasard met l'un de ses membres en tête de liste derrière les candidates au Conseil administratif , cette liste 2025 voit aussi disparaître des locomotives du groupe municipal qui n'ont pas souhaité rempiler, à l'image de Pascal Holenweg ou de l'actuelle coprésidente de la section, Olivia Bessat-Gardet.

Lancement de la campagne

Ces deux assemblées générales signent le début concret de la campagne vers les élections de 2025 pour l'Alternative. Avec une inconnue de taille: que décidera Ensemble à gauche, toujours aux prises avec des dissensions internes qui lui ont déjà valu sa représentation aux niveaux cantonal et fédéral (lire ci-dessous). Les socialistes comme les Vert·es ont d'ores et déjà tendu la main à ces formations en votant le principe d'un apparentement avec la gauche de la gauche, appelant de leurs vœux l'émergence d'une liste de gauche radicale unique. L'option d'une alliance à cinq pour le Conseil administratif a aussi été évoquée. Elle reste en suspens en l'attente d'un positionnement d'Ensemble à gauche à ce sujet. **I**

La désignation des candidat·es au Conseil Municipal coïncide pour les Vert·es et les socialistes avec le début de la campagne de terrain – ici au Petit-Saconnex. DR

ENSEMBLE À GAUCHE FERA-T-ELLE SA RÉVOLUTION INTERNE?

Des discussions sont en cours, et c'est déjà pas mal, voilà à quoi on résumera la prise de température à ce jour des intentions du groupe Ensemble à gauche. Après un départ en ordre de marche dispersé pour les élections fédérales et cantonales, la gauche de la gauche sait l'importance de l'élection à venir. En partant divisées, les entités qui la composent (Solidarités, DAL et Parti du travail d'une part, Union populaire de l'autre) encourent le risque de ne pas atteindre le quorum de 7% qui assure une représentation au Conseil municipal. Avec deux risques majeurs: faire disparaître pour les années à venir et simultanément la gauche radicale genevoise à l'échelle fédérale, cantonale et dans la plus grande commune du canton. Mais aussi rendre difficile le maintien de la majorité de gauche au délibératif.

Aussi, pour la première fois depuis l'explosion d'Ensemble à gauche en 2021, les pourparlers ont-ils repris en imaginant la création d'une liste commune. Mais le chemin s'annonce encore long témoignent nos interlocuteur·ices. La question du futur fonctionnement interne demeure centrale alors qu'un accord sur les questions financières aurait déjà été trouvé. **MJT**

L'élection d'une Romande à la mairie de Bienne pourrait doper la présence des francophones au sein de l'administration. Et la ville servir de pont dans le canton de Berne

Les *Welsches* aux portes du pouvoir

ALAIN MEYER

Bienne ▸ Reléguée parfois à tort au rang de ville uniquement alémanique, Bienne prendra une teinte latine dès 2025 avec l'arrivée d'une Romande à la mairie. Ce sera soit la candidate socialiste Glenda Gonzalez Bassi, favorite, soit la libérale-radicale Natasha Pittet. Minorité agissante représentant désormais près de 44% du tissu démographique, les francophones s'apprêtent à vivre des heures historiques. Dès le 22 septembre lors du premier tour des municipales, mais plus probablement en novembre, scrutin majoritaire oblige, à l'issue du 2e tour désignant celle qui remplacera le maire sortant, Erich Fehr (PS). L'élection d'une *Welsche* à la mairie comblera un vide de soixante-cinq ans, le dernier maire francophone ayant été le radical Edouard Baumgartner dans l'immédiat après-guerre (1948-60).

«Nous devrions nous tourner davantage vers les francophones oublié·es du Seeland et de l'agglomération bernoise»

Mohammed Hamdaoui

La campagne est on ne peut plus bilingue à Bienne où les slogans des partis empruntent autant au français qu'à l'allemand. AMR

A la tête du groupe socialiste au délibératif (Conseil de Ville) de Bienne, l'Alémanique Levin Koller se réjouit de cette alternance. «Cela fera du bien et permettra à la minorité de mieux se faire entendre et à la ville de bénéficier d'une meilleure visibilité en Romandie», explique-t-il au *Courrier*. Il est partisan d'un rééquilibrage dans l'appareil administratif où une grosse partie des postes de direction et à responsabilités échoient à la majorité alémanique. «Je suis ouvert à débattre d'un quota pour les francophones et les femmes, les deux étant sous-représentés à cet échelon», avance-t-il, sans prétendre déposer un texte.

Glenda Gonzalez Bassi a relayé mardi dans le *Journal du Jura* la même préoccupation. «Il y a un effort indéniable à faire, a avoué l'actuelle responsable de la formation et de la culture. C'est un gros chantier. En particulier dans les conseils d'administration des sociétés publiques où il existe aussi un problème de représentation des genres», a-t-elle ajouté. A la tête du Forum du bilinguisme, Virginie Borel n'est pas favorable, elle, à des quotas. «La sensibilisation permanente est la clé», se défend-elle. Elle se dit plus préoccupée par la sous-représentation au Conseil de ville où dix-neuf Romand·es siègent sur les soixante postes.

Peu de francophones

Pour le renouvellement du délibératif, la parité entre romand·es et alémaniques s'est imposée durant la campagne dans les listes présentées par les Vert·es, le PS et les libéraux-radicaux. Mais on est loin du compte à l'UDC où sur trente candidat·es vingt-deux sont germanophones. Pire chez Avenir Bienne Centre, nouvelle alliance centriste, où seul·es quatre candidat·es sur vingt-neuf sont francophones. Même disproportion chez les Verts'libéraux ou encore au sein du Parti ouvrier et populaire, lequel ne présente que deux *Welsches* sur vingt et un candidat·es.

En lice pour sa propre réélection au Conseil de Ville sous la bannière d'Avenir Bienne Centre et rédacteur en chef francophone de l'hebdomadaire tout-ménage bilingue *Biel-Bienne*, Mohammed Hamdaoui note cependant que des progrès ont été réalisés sur le terrain. Notamment pour qu'apparaissent dans les deux langues les inscriptions dans les magasins. Ce qui n'était pas gagné il y a vingt ans. «Tout le monde joue le jeu à l'exception de quelques commerçants qui ne jurent encore que par leurs langues respectives.»

Pont pour le canton

Coincée entre le Grand Chasseral (Jura bernois) et la capitale, Bienne devrait faire office de passerelle, selon lui. «Nous devrions nous tourner davantage vers les francophones oublié·es du Seeland et de l'agglomération bernoise.» Il rappelle que beaucoup sont cadres dans l'administration à Berne ou employé·es dans de grosses compagnies, mais faute d'écoles francophones sur place, ces personnes envoient leur progéniture accomplir leur maturité ou leur école professionnelle à Bienne, ou encore fréquentent le théâtre français d'ici.

«Il serait normal que ces *Welsches*-là soient pris·es en considération comme nous prenons en compte depuis longtemps les francophones du Jura bernois. Avec l'élection d'une maire romande, Bienne peut constituer ce pont pour l'ensemble des francophones du canton», conclut-il. Pourquoi pas en les englobant aussi dans un cercle électoral plus large garantissant un nombre d'élu·es de langue française au parlement cantonal. «La double diversité femme et francophone permettra de mettre en valeur un leadership politique différent de ce que la Ville a connu ces dernières décennies», se réjouit Virginie Borel. I

EMPLOI

LA VILLE DE GENÈVE ENGAGE
VILLE DE GENÈVE

LA VILLE DE GENÈVE SOUHAITE POURVOIR LES POSTES SUIVANTS:

RESPONSABLE DU SECTEUR SÉCURITÉ ET SÛRETÉ au Musée d'art et d'histoire

RESPONSABLE RH SERVICE au Service de la police municipale

GESTIONNAIRE RH au Service de la police municipale

Pour plus de détails concernant ces annonces: www.geneve.ch

Conditions et procédure d'inscription:

Soucieuse de développement durable, la Ville demande que les postulations lui soient adressées de préférence sous forme électronique. Les conditions de postulation et d'engagement sont disponibles à l'adresse suivante: www.geneve.ch. Les dossiers incomplets ou ne correspondant pas aux exigences du poste ne seront pas retenus. Tous les postes de l'administration municipale sont ouverts tant aux femmes qu'aux hommes, selon les objectifs de la politique de promotion de l'égalité entre femmes et hommes poursuivis par la Ville de Genève. Dans sa volonté de lutter contre le chômage, la Ville encourage les candidatures provenant de l'Office cantonal de l'emploi. Les postes sont ouverts à toute personne titulaire d'un permis ou d'une autorisation de travail valable.

L'éducation sexuelle doit être identique dans tout le canton

Valais ▸ Le parlement valaisan a donné suite hier à un postulat demandant au canton de s'assurer que l'éducation en santé sexuelle soit dispensée de manière égale à tous les élèves sur le territoire. En toile de fond, l'intervention en la matière de deux organisations dont les qualifications ne sont pas similaires. Deux organisations interviennent dans les écoles publiques valaisannes pour dispenser les cours d'éducation en santé sexuelle. Il s'agit des centres SIPE (Sexualité - Information - Prévention) qui s'occupent de la majorité des interventions, et de l'AVIFA (Amour - Vie - Famille). Ce sont les cours dispensés par cette deuxième institution qui ont été discutées en plénum.

«Tous les élèves ont le même droit d'accéder à une information uniforme, professionnelle non orientée et non idéologique en matière d'éducation en santé sexuelle», ont plaidé les postulants issus des rangs du PS, des Vert·es, du PLR et du Centre. «Il s'agit d'égalité de traitement avant tout», ont-ils appuyé. Contrairement aux spécialistes du SIPE qui possèdent un diplôme universitaire d'études avancées en santé sexuelle, le personnel de l'AVIFA est formé dans une institution française, d'orientation catholique, partenaire privilégié de l'Enseignement catholique français lié avec la Conférence des évêques de France.

Le Centre a décidé de donner la liberté de vote, précisant que le groupe était partagé entre ceux qui souhaitent une unification dans le domaine et ceux qui ne souhaitent pas intervenir dans l'opérationnel. L'UDC a de son côté remarqué que l'AVIFA était reconnue par l'Etat français et la teneur de leurs cours contrôlés par le service de l'enseignement valaisan. La formation a appelé à refuser le texte, estimant que «la diversité des points de vue est une force et une nécessité dans notre société».

«Je planche sur le sujet depuis deux ans, j'ai rencontré des représentants des deux organismes et du service de l'enseignement. Si on connaît en détail le programme et le cursus du personnel des SIPE, ce n'est pas le cas de l'AVIFA. Le service n'a pas pu nous donner ces éléments», a encore relevé la socialiste Aude Rapin. Il est temps de réguler et d'avoir un même programme, des mêmes exigences pour ces deux institutions qui opèrent dans nos écoles publiques, a-t-elle conclu. Le parlement a suivi par 92 voix contre 35 et 1 abstention. Le postulat qui demande donc au Conseil d'Etat d'assurer dans les établissements scolaires publics, une éducation en santé sexuelle, laïque et professionnelle. ATS

Le Valais «déçu»

Loup ▸ Le Valais peut éliminer tous les individus d'une seule meute de loups (celle de Nanz) alors qu'il avait fait la demande pour en tirer quatre. «Fâché» et «déçu», il annonce analyser les recours possibles. Parallèlement un premier loup a été abattu dans la nuit.

Le canton du Valais voulait éliminer complètement quatre meutes de son territoire, soit environ 25 loups cette année et avait fait une demande allant dans ce sens à l'Office fédéral de l'environnement à la mi-août. Mercredi, il a indiqué par communiqué que la Confédération lui avait octroyé le droit d'éliminer uniquement celle de Nanz, jusqu'au 31 janvier 2025. La population de loups en Valais est estimée entre 90 et 120 individus. **ATS**

Soutien fédéral aux crèches prolongé

Enfance ▸ Le programme de soutien de la Confédération pour l'encouragement de l'accueil extrafamilial des enfants sera prolongé jusqu'à fin 2026. Après le Conseil des Etats, le National a accepté mercredi une initiative parlementaire en ce sens, au grand dam de l'UDC et d'une partie du PLR. Les mesures de soutien de la Confédération pour encourager l'accueil des enfants, en vigueur depuis 2003, prendront fin le 31 décembre. Le National a adopté l'an dernier une solution à plus long terme. Mais le Conseil fédéral y était opposé, car il le trouvait trop cher.

La commission compétente du Conseil des Etats a mis en consultation début mars sa propre proposition de réglementation. En attendant son élaboration, il faut prolonger une nouvelle fois l'encouragement en vigueur. Initialement, il a été proposé que le crédit d'engagement actuel de 124,5 millions de francs soit augmenté de 53,2 millions de francs.

Le Conseil fédéral a proposé avec succès une augmentation de 40 millions de francs seulement, avec 10 millions supplémentaires pouvant être obtenus en réaffectant des fonds existants. Bettina Balmer (plr, ZH) a souligné que la compétence en la matière est cantonale. C'est aux cantons de trouver des solutions qui permettent un «accueil extrafamilial raisonnable».

La mesure devait être limitée dans le temps, or le financement de départ perdure depuis plus de vingt ans, a déploré pour sa part Stefanie Heimgartner (udc, AG). Tout en se montrant d'accord sur le fait qu'il faut pouvoir concilier vies familiale et professionnelle, elle a aussi estimé qu'il est nécessaire de veiller à l'état des finances fédérales. Elle a encore dit avoir «l'impression que les crèches poussent comme des champignons». «Cela ne nous enchante pas non plus de prolonger le financement transitoire, mais ce serait encore pire de mettre fin au financement», a rétorqué Katharina Prelicz-Huber (verts, ZH). Elle a salué le programme, «une grande réussite», avec la création de plus de 76 000 places de crèche.

La ministre de l'Intérieur Elisabeth Baume-Schneider a aussi parlé d'un bilan «incontestablement positif». Il faut éviter toute lacune. Toutes les régions n'ont pas la même offre, a-t-elle pointé. Dans certains cantons, il n'y a pas assez de crèches, a ajouté Matthias Aebischer (ps, BE). Le besoin de nouvelles places d'accueil est toujours réel et le crédit actuel ne suffira pas, a complété Marie-France Roth Pasquier (centre, FR).

Comme l'accueil extrafamilial coûte cher, ce sont souvent des femmes qui baissent leur temps de travail voire arrêtent de travailler, et c'est dommageable sur le plan personnel et pour l'économie, a abondé Katja Christ (pvl, BS).

Elle a encore relevé un manque de personnel qualifié dans cette branche. Fabien Fivaz (verts, NE) a, lui, relevé que la Suisse obtient de mauvais résultats dans les classements internationaux en matière d'accueil extra-familial.

Le National a fixé l'entrée en vigueur au 1er janvier 2025. Pour sa part, le Conseil des Etats avait fixé la date au 1er février 2025. Il doit encore se prononcer sur cette échéance.

KIM DE GOTTRAU / ATS

Les nouvelles recommandations alimentaires de la Confédération se veulent saines et durables

Pyramide alimentaire mise au vert

SOPHIE GREMAUD

Alimentation ▸ La pyramide alimentaire suisse et les recommandations nutritionnelles sur lesquelles elle se fonde font peau neuve. Destiné aux adultes en bonne santé de 18 à 65 ans, cet outil est élaboré par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), en collaboration avec la Société suisse de nutrition (SSN). Dans sa nouvelle version, la pyramide se veut plus attrayante, réaliste et axée sur une alimentation à la fois saine et, pour la première fois, durable.

1 Treize ans plus tard...

Les recommandations alimentaires suisses ont évolué en parallèle avec les avancées en santé et nutrition. Initialement créées après la Seconde Guerre mondiale pour lutter contre la malnutrition puis ajustées dans les années 1970 pour prévenir les maladies chroniques, elles se teintent aujourd'hui de considérations écologiques.

Suite à la publication d'un rapport en 2020, l'OSAV avait estimé nécessaire de réviser certaines recommandations nutritionnelles de 2011. En outre, les organisations internationales en santé, nutrition et agriculture ont souligné l'importance d'y intégrer l'impact environnemental. Ainsi, en 2020, les autorités ont lancé un projet de mise à jour des recommandations en prenant en compte à la fois les aspects de santé et de durabilité.

«Certes, treize ans séparent ces nouvelles recommandations des précédentes. Mais avoir un recul suffisant concernant les effets de l'alimentation sur la santé et l'environnement requiert du temps. Aussi, cela n'exclut pas de faire quelques petits changements entre deux mises à jour majeures, comme nous l'avons fait en revoyant la consommation de viande à la baisse en 2017», souligne Véronique Guerne, collaboratrice scientifique Nutrition à l'OSAV.

2 Bye-bye bananes et aubergines

L'intégration des considérations environnementales dans les nouvelles recommandations nutritionnelles se manifeste notamment par une incitation à consommer des fruits et légumes locaux et de saison. Exit les bananes et aubergines, la nouvelle pyramide privilégie prioritairement les produits «cultivés en Suisse et disponibles sur le marché helvétique pendant une période prolongée», relève Véronique Guerne. Dans la même optique, les bouteilles en PET ont été remplacées par des gourdes réutilisables, et les emballages ont été éliminés au profit de produits bruts non emballés.

Parmi les nouveautés, on relèvera également l'ajout de nouvelles catégories. Ainsi, la section dédiée aux protéines a été divisée en deux pour mieux souligner le rôle des produits laitiers comme source de calcium». Idem au niveau supérieur, où les graines et fruits oléagineux ont été soigneusement séparés des huiles et matières grasses.

«La pyramide privilégie les produits cultivés en Suisse»

Véronique Guerne

3 Le végétal avant le carné

Au risque de dérouter voire de contrarier une partie de la population, la nouvelle pyramide alimentaire est moins riche en produits carnés que sa version précédente. L'étage rouge, dédié aux sources de protéines, a pris une teinte plus verte en mettant davantage l'accent sur les légumineuses et les protéines végétales comme le tofu. Bien que les protéines animales restent présentes, leur quantité et leur qualité ont été reconsidérées. La viande rouge est remplacée par de la viande blanche sur la pyramide, tandis que la consommation recommandée est désormais de 2 à 3 portions de viande par semaine «au maximum», volaille et produits carnés transformés inclus.

Cette évolution reflète non seulement les avancées scientifiques mais aussi les changements dans les habitudes alimentaires. Avec la diversité croissante des régimes alimentaires, la création de pyramides alimentaires «personnalisées» pourrait-elle être envisagée? «Une pyramide végétarienne est actuellement en réflexion», précise-t-on.

4 Petite polémique en vue?

Le message est clair: la pyramide se met au vert, ce qui pousse les amateurs de viande à céder du terrain aux végétariens. En Allemagne, cette version 2.0 a suscité de vives critiques, certains voyant dans la réduction significative de la consommation de viande et d'œufs une atteinte aux traditions alimentaires du pays. Une réaction similaire est-elle à craindre en Suisse? «Nous nous y attendons et sommes prêts à y répondre. Les recommandations reposent sur des bases scientifiques fondées», assure Véronique Guerne.

Urs Stalder, responsable du secteur Nutrition à l'OSAV, ajoute: «Les habitudes alimentaires de la population sont intégrées dans les données utilisées pour élaborer les recommandations nutritionnelles. Il n'y a donc pas de soucis à se faire, nous n'irons pas dans des extrêmes qui ne correspondraient en rien aux habitudes des consommateurs.»

Du côté des organisations environnementales en revanche, on dénonce au contraire une «occasion manquée» en matière de réduction de l'empreinte climatique de l'alimentation.

5 Une stratégie ciblée

En 2015, l'enquête nationale menuCH avait révélé que si la pyramide alimentaire suisse était construite sur la base des assiettes du citoyen lambda, elle aurait bien du mal à tenir debout... Comprenez: la population a de la peine à appliquer les recommandations.

Pour y remédier, la SSN prévoit de cibler divers groupes par le biais de multiples canaux de communication. «Nous nous appuyons sur les professionnels de la santé et de la nutrition ainsi que sur les enseignants pour diffuser ces recommandations et éduquer la population», explique Melanie Loessner, experte en communication à la Société suisse de nutrition.

Les initiatives comme l'impression de la pyramide sur les emballages ou les larges campagnes d'affichage restent encore hors de portée en raison des coûts élevés. ❙

Les nouvelles recommandations prennent en compte l'apport en nutriments, la promotion de la santé, la durabilité et les habitudes alimentaires en Suisse. SGE-SSN.CH, BLV.ADMIN.CH/2024

L'enveloppe pour 2025-2028 se monte à près d'un milliard de francs

Le National valide le budget culturel

Budget ► La culture doit disposer d'une enveloppe de près d'un milliard de francs pour son budget 2025-2028. Après le Conseil des Etats, le National a validé cette enveloppe, mais a décidé de couper dans le budget de Pro Helvetia. Le gouvernement propose de libérer 987,9 millions de francs pour les quatre prochaines années. Quelque 210 millions sont dédiés au cinéma et 139 millions au Musée national suisse.

Les autres crédits vont à la conservation des monuments (126 millions), aux langues (80 millions), au transfert des biens culturels (3 millions). Ces budgets n'ont pas été contestés.

Le Conseil national a en revanche décidé, par 102 voix contre 87, de couper dans le fonds prévu de 187 millions pour Pro Helvetia. Il a procédé à une ponction de 6,5 millions dans les activités à l'étranger de la fondation, en raison notamment d'activités «problématiques» en Russie.

Même si elle a dit comprendre les souhaits d'augmentation de budget, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider estime que celui présenté permet de mener des projets ambitieux. KEYSTONE

«Rester raisonnable»

La Taskforce Culture a jugé cette décision incompréhensible. Elle remet en question l'indépendance de la fondation, a indiqué la taskforce mercredi soir dans un communiqué. «Cette ingérence met en péril non seulement la présence de la Suisse au plain international, mais aussi la crédibilité des institutions helvétiques», précise-t-elle encore.

Les députés ont en outre suivi les sénateurs sur la rallonge de 2 millions aux 159 millions prévus pour l'encouragement de la culture. La gauche a proposé des augmentations de budget, soulignant une baisse nominale de 0,1%, tandis que la droite a demandé des coupes, jugeant le budget pour la culture «trop gourmand». Les propositions des deux bords ont été rejetées.

Le budget de la culture a déjà été significativement touché ces dernières années, a affirmé la ministre de la culture Elisabeth Baume-Schneider. La Jurassienne a dit comprendre les souhaits d'augmentation, mais «nous devons rester raisonnables». Le budget discuté permet, à ses yeux, toujours de mener des projets ambitieux dans le domaine.

Processus plus strict sur l'art spolié

Concernant l'art spolié, le Conseil national s'est montré plus sévère que le Conseil des Etats en revenant à la proposition initiale du Conseil fédéral. La Commission pour le patrimoine culturel au passé problématique doit pouvoir être saisie unilatéralement et non avec l'accord de toutes les parties, ont décidé les députés par 126 voix contre 64.

La commission évitera ainsi de tomber dans le même cas que l'Allemagne. Aucun particulier n'a pu obtenir la mise en oeuvre d'une procédure ces dernières années dans le pays, a expliqué Bettina Balmer (PLR/ZH). Une saisie conjointe ne fonctionne pas, a appuyé la ministre de la culture Elisabeth Baume-Schneider. Berlin a revu son système en adoptant un mécanisme de saisie unilatérale.

Le National a, comme le Conseil des Etats, refusé, par 96 voix contre 90 et 4 abstentions, d'entrée en matière sur la culture du bâti. Les députés craignaient une trop grande charge administrative avec l'implication de la Confédération dans le projet.

Ils ont en outre repoussé à plus tard le débat sur l'introduction d'un dépôt légal numérique auprès de la Bibliothèque nationale suisse. Le National veut d'abord approfondir des questions liées au droit d'auteur, notamment via des auditions.

Quant au soutien au cinéma, le National veut qu'il soit majoritairement financé via un crédit d'engagement et non pas uniquement un plafond de dépenses, afin de gagner en flexibilité. Le dossier repart au Conseil des Etats. **ATS**

TÉLÉVISION

RTS 1

6.00 RTS Kids
9.20 Quel temps fait-il ?
9.25 Harvey
Film. Comédie.
11.15 Top Models
11.40 Plus belle la vie, encore plus belle
12.05 Demain nous appartient
12.45 Le 12h45
13.15 120 secondes
13.20 Ma fille est une camgirl
Film TV. Thriller.
15.25 Hudson & Rex
16.15 Les enquêtes de Murdoch
17.45 Ici tout commence
18.20 C'est ma question !
18.55 Couleurs locales
19.30 Le 19h30
20.10 Temps présent
Magazine. L'empire de la viande contre-attaque.

21.05 SÉRIE

FBI
Série. Policière. EU. 2024. Saison 6. Avec Missy Peregrym, Z. Zaki. 2 épisodes. Inédits. L'équipe est envoyée à la recherche d'un suspect qui a abattu un juge fédéral.

22.40 Wind Band Neuchâtelois
Documentaire. Musical. 2024. 1h00. Inédit.
Le Wind Band Neuchâtelois (WBN) est une merveilleuse histoire, un pari pris par des amoureux de la musique.
23.40 Wind Band Neuchâtelois
Concert.
1.00 Couleurs locales

RTS 2

7.00 La Matinale
8.00 RTS info
9.05 Forum
10.10 RTS info
10.45 36,9°
11.30 RTS info
12.05 Couleurs locales
12.25 60 jours pour se marier
Un mariage sous chapiteau.
13.20 Le 12h45
13.45 RTS info
14.05 36,9°
14.50 RTS info
15.15 Infrarouge
16.20 RTS info
17.25 Suisse en scène
Invitée : Brigitte Rosset.
18.00 Forum
19.05 RTS info
19.30 Le 19h30 signé
20.05 Les Simpson
Série. 2 épisodes.

20.50 DIVERTISSEMENT

RIRE EN SCÈNE
Divertis. 1h35. Maxi-Rires - Gala Le Bon Soir. Inédit. Le traditionnel gala d'ouverture du Maxi-Rires Festival est orchestré par Forma et Blaise Bersinger.

22.25 PMU
22.30 Zap RTS sport
22.35 Tirage EuroDreams
22.40 Les experts : Vegas
Série. Policière. EU. 2021. Saison 1. Avec Jorja Fox. 2 épisodes.
Un cheval abandonné retrouvé couvert de sang conduit l'équipe de la police scientifique à des meurtriers.
0.10 Couleurs locales

TF1

6.00 Tfou
Jeunesse.
6.55 Bonjour !
Magazine.
9.35 Téléshopping
Magazine.
10.30 Amour, gloire et beauté
11.00 Les feux de l'amour
11.50 Les 12 coups de midi
13.00 Le 13h
13.50 Plus belle la vie, encore plus belle
14.20 La revanche d'une mère
Film TV. Thriller.
15.50 15 ans de secrets
Film TV. Thriller.
17.30 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 Le 20h

21.10 SÉRIE

HPI
Série. Policière. Fra. 2024. Saison 4. Avec Audrey Fleurot, Bruno Sanches. L'effet râteau. Inédit. Les enquêteurs de la PJ de Lille traquent un mystérieux tueur en série.

22.10 HPI
Série. Policière. Fra. Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou, Clotilde Hesme.
3 épisodes.
Morgane et Timothée sont appelés sur une scène de crime après avoir passé une nouvelle nuit ensemble. Ils rejoignent le reste de l'équipe et découvrent le cadavre d'Adèle Mercier.

FRANCE 2

5.05 Tout le monde veut prendre sa place
6.00 Le 6h00 info
6.30 Télématin
Magazine.
9.30 La maison des maternelles
Magazine.
10.00 La maison des maternelles, à votre service !
10.50 Chacun son tour
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 13 heures
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.15 Affaire conclue
18.05 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles !
20.00 20 heures

21.05 MAGAZINE

ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine. Présentation : Élise Lucet. 1h50. Inédit. À l'heure où nous imprimions, la chaîne n'était pas en mesure de nous fournir les sujets au programme.

22.55 Complément d'enquête
Mag. Présentation : Tristan Waleckx. 1h30. Donald Trump, la stratégie du chaos. Inédit.
Comment réagira Donald Trump s'il perd l'élection présidentielle américaine en novembre 2024 ? Acceptera-t-il sa défaite ou tentera-t-il encore une fois de contester le verdict des urnes ?
0.25 Nous, les Européens

FRANCE 3

6.00 Okoo
Jeunesse.
8.30 Envie dehors !
Magazine.
8.31 Ici matin
9.05 Dans votre région
10.35 Nos terres gourmandes
11.15 Outremer.le mag
11.50 Outremer.l'info
12.15 Ici 12/13
12.55 Météo à la carte
13.55 Météo à la carte, la suite
14.25 Un cas pour deux
16.45 Duels en familles
17.20 Slam
18.05 Questions pour un champion
19.00 Ici 19/20
19.50 Tout le sport
20.00 Le Mag Ligue 1
20.20 Un si grand soleil

21.05 FILM TV

MEURTRES À LILLE
Film TV. Policier. Fra. 2018. Réal. : Laurence Katrian. 1h30. Avec Annelise Hesme, Elsa Lunghini. Un sculpteur est retrouvé mort peu avant l'ouverture d'une exposition.

22.50 La France en vrai
Magazine. 1h50.
Une collection documentaire portée par le réseau régional de France 3, diffusée dans chacune des 13 régions de France. Des documentaires en régions par des auteurs et producteurs qui travaillent partout dans l'Hexagone.
0.40 Archives secrètes
Documentaire.

ARTE

7.50 Invitation au voyage
9.25 Chiens et chats dans les allées du pouvoir
10.05 Des chiens et des hommes, les secrets d'une amitié
11.00 Les Pyrénées secrètes
11.55 Sœurs de la terre
12.50 Les maîtres des abeilles
13.30 Meurtres à Sandhamn
15.05 La Belgique sauvage
15.50 Libre et indompté - La vraie vie d'un fleuve
16.35 Europe sauvage, la part de l'homme
17.20 Invitation au voyage
18.55 Arte Regards
19.30 Le dessous des images
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
Magazine.

20.55 SÉRIE

MUM
Série. Comédie. GB. 2018. Saison 2. Avec Lesley Manville, Peter Mullan, Karl Johnson. 6 épisodes. Inédits. La douce Cathy affronte la mort de son mari.

23.45 Brad Pitt, la revanche d'un blond
Documentaire. Biographie. Fra. 2022. Réalisation : Adrien Denouette et Thibaut Sève. 0h55.
Au cours de sa carrière, Brad Pitt n'a eu de cesse de briser son image archétypale de sex-symbol.
0.40 Denzel Washington, un modèle américain

M6

5.30 Incroyables transformations
Divertissement.
8.35 M6 boutique
Magazine.
9.45 Ça peut vous arriver
Magazine.
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
Magazine.
12.45 Le 12.45
13.40 Un jour, un doc
Magazine.
17.30 Le juste prix
Jeu.
18.30 Ma recette est la meilleure de France
Divertissement. Grand-Est.
Invité : Olivier Nasti.
19.45 Le 19.45
20.30 Scènes de ménages
Série. Avec Gérard Hernandez.

21.10 FILM

RED 2
Film. Action. EU. 2013. VM. Réal. : D. Parisot. 1h56. Avec Bruce Willis, Catherine Zeta-Jones. Frank Moses, retraité de la CIA, recherche une arme de destruction massive.

23.15 Red
Film. Comédie. EU. 2010. VM. Réalisation : Robert Schwentke. 1h47. Avec Bruce Willis, Morgan Freeman, John Malkovich, Helen Mirren.
Des agents retraités de la CIA doivent se battre pour éviter que leur ex-employeur ne les élimine.
1.15 Red 2
Film. Action.

La candidate démocrate a pris le dessus sur son adversaire républicain, sans ressort et sur la défensive

Kamala Harris domine Donald Trump

JULIEN GESTER, NEW YORK

Les Américain·es ont suivi le débat présidentiel entre Donald Trump et Kamala Harris, comme ici à San Francisco. KEYSTONE

Etats-Unis ► Il n'y a jamais vraiment eu débat mardi sur le plateau d'ABC News à Philadelphie, où les deux principaux candidats à l'élection présidentielle américaine avaient rendez-vous en personne pour la première fois. Kamala Harris et Donald Trump étaient l'un et l'autre venus moins pour ferrailler que pour déballer des arguments aiguisés d'avance, des slogans, des prophéties et des ambitions pour le pays déjà connus de la plupart des suiveurs de la campagne.

Chacun dans son couloir, sûr de sa vision et de sa force, l'un serinant que l'Amérique est en déclin, et promise à la troisième guerre mondiale depuis qu'on lui en a retiré la garde. L'autre martelant sa conviction que la nation n'attend que de «tourner la page» afin de poursuivre sa marche vers plus de progrès, d'équité, de liberté – et ne surtout pas revenir en arrière.

Elle a su abattre ses cartes

Pour avoir surgi tard et presque par surprise dans la course, et parce que les sentiments, opinions et affects cristallisés sur sa personne sont autrement moins consolidés que ceux d'un ancien président omniprésent dans l'espace médiatique depuis 2015, Kamala Harris était celle qui avait le plus à gagner et le plus à perdre dans une opposition que les sondages donnent serrée comme jamais.

Kamala Harris est apparue assez conquérante pour s'arroger un incontestable ascendant

A huit semaines tout juste du scrutin, mais à quelques jours seulement de l'ouverture du vote anticipé dans la plupart des Etats clés, il ne pouvait suffire de remettre à zéro les compteurs plombés dans le camp démocrate par le crash en prime time de la candidature de Joe Biden lors du précédent débat, le 27 juin. Pour avoir su dérouler, abattre ses cartes une à une face à un adversaire vite démuni, et jamais en mesure de se hisser à sa hauteur, elle a accompli mardi bien plus que cela.

Il reste à Kamala Harris beaucoup de questions pressantes qu'elle aura esquivées avec soin, ou laissées sans réponse. Mais elle sera apparue assez conquérante, de bout en bout, pour s'arroger un incontestable ascendant, dont il s'agit encore à présent de mesurer la portée dans les urnes. Au côté de la vice-présidente sous les vivats d'un after euphorique, son mari Doug Emhoff aura eu ce compliment prudent: «Tu as gagné le débat. Mais nous n'avons encore rien gagné d'autre.»

Car s'il n'y aura pas eu débat, il n'y a pas eu match non plus. A l'heure d'entrer en scène, Kamala Harris est apparue la première, elle a approché Trump pour saisir la main de l'ex-président, l'a secouée avec une vigueur courtoise. Rivée à une partition minutieuse, à l'évidence mûrie et maîtrisée, il lui aura fallu un petit quart d'heure tout au plus pour faire perdre à Trump tous ses nerfs, ses moyens et la stature présidentielle dont il pouvait se prévaloir.

Prise de bec

Dès lors, Donald Trump n'aura en effet plus paru que se débattre, gigoter avec une rage piquée au vif pour arracher mesquinement le dernier mot chaque fois qu'il le pouvait. Quand il ne se chamaillait pas avec les deux modérateurs – excellents – d'ABC News, son œil courroucé le plus souvent braqué sur eux comme un gamin ne supportant pas d'être pris en faute et rectifié, tandis qu'Harris le dominait de ses œillades narquoises, hilares ou réprobatrices.

Le plan de la vice-présidente, dont la promesse cardinale est d'injecter du sang neuf dans la conduite de l'Amérique? Elle en aura exposé les grandes lignes: édifier une «économie d'opportunité» tournée vers les classes moyennes et populaires, accompagner financièrement les familles modestes, faciliter l'accès à la propriété, stimuler la création et le développement de start-up…

Si elle n'a pas hésité à reprendre à son compte les accomplissements législatifs, elle a su tenir la figure de Biden à distance par quelques tours adroits et repousser les tentatives de l'assimiler à ce «patron», comme dit Trump, quand il s'efforçait de la rendre comptable des faillites prêtées à l'administration en place (la poussée d'inflation, la gestion laxiste de la frontière avec le Mexique, la sortie mal négociée d'Afghanistan ou encore l'embrasement incontrôlé des conflits en Ukraine ou à Gaza).

Taylor Swift avec Harris

«Clairement, je ne suis pas Joe Biden, clame-t-elle. Et je ne suis pas Donald Trump. Ce que je propose, c'est une nouvelle génération de dirigeants pour notre pays, une génération qui croit en ce qui est possible, une génération qui apporte un sentiment d'optimisme sur ce que nous pouvons faire au lieu de toujours dénigrer le peuple américain.»

Le plan d'Harris était surtout de replacer Trump et ses travers au centre de l'attention, quitte à le faire passer presque pour le président sortant qu'il n'est plus, dans une tirade redoutable sur l'air de «Ce que Donald Trump nous a laissé…». Kamala Harris n'était pas venue pour jouer, mais s'en sera souvent donné à cœur joie, quand Trump n'a jamais paru avoir ce loisir, jusqu'à la livraison sans souffle d'un poussif argumentaire final. Trump avait alors déjà passé une épouvantable soirée. Sa nuit s'apprêtait à empirer dans la foulée, tandis qu'un post Instagram venait apporter à Kamala Harris le soutien officiel de la pop star la plus vastement chérie de l'Amérique d'aujourd'hui, communiquant à ses 280 et quelques millions de *followers* sur Instagram.

«Je voterai pour Kamala Harris et Tim Walz lors de l'élection présidentielle de 2024. Je vote pour Kamala Harris, parce qu'elle se bat pour les droits et les causes qui, selon moi, ont besoin d'une battante pour les défendre.» Cela, signé d'une «femme à chat sans enfant» – endossant le stigmate injurieux adressé par le camp Trump à Harris – dénommée Taylor Swift. Elle aussi déterminée à voir une page se tourner enfin, pour de bon.

© LIBÉRATION

Hausse des cas de choléra

Soudan ► Médecins Sans Frontières (MSF) alerte sur les nombreux cas de choléra ces dernières semaines au Soudan. Depuis fin août, elle a pris en charge plus de 2100 patients dans les structures qu'elle soutient dans plusieurs Etats du pays, a-t-elle affirmé mercredi à Genève.

Dans les dernières semaines d'août, le nombre de cas hebdomadaires a largement augmenté. Et les effets des pluies et le manque d'accès à l'eau potable pour de nombreuses personnes déplacées par le conflit dans ce pays favorisent le choléra, a affirmé une responsable de l'ONG au Soudan.

Des réfugiés ont également été affectés. MSF a acheminé de l'eau potable par camion et du matériel d'hygiène. L'ONG appelle aussi l'ONU et la communauté internationale à financer et augmenter le dispositif contre le choléra.

Les autorités doivent arrêter d'entraver l'acheminement de médicaments et d'assistance humanitaire, répète MSF. Depuis environ un an et demi, le conflit entre l'armée et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) a fait des dizaines de milliers de victimes. De la famine est observée dans certaines régions au Darfour. Plus de 25 millions de Soudanais ont besoin d'une assistance humanitaire. Plus de 12 millions ont fui dans la région ou à l'intérieur du pays. **ATS/AFP**

A Kiev pour parler d'armement

Ukraine ► Les chefs des diplomaties américaine et britannique sont arrivés mercredi en Ukraine.

Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a effectué le long trajet en train entre la Pologne et Kiev en compagnie de son confrère britannique David Lammy, dont le gouvernement travailliste, en place depuis deux mois, s'est engagé à rester l'un des principaux soutiens de l'Ukraine.

Leur visite intervient alors que le président ukrainien Volodymyr Zelensky ne cesse de réclamer aux Occidentaux des armes dotées d'une plus grande puissance de feu et moins de restrictions dans leur usage.

Interrogé à ce sujet, son homologue américain Joe Biden a déclaré: «Nous sommes en train d'y réfléchir». Malgré son ferme soutien à l'Ukraine, le démocrate veut à tout prix éviter un conflit direct entre son pays et la Russie, les deux principales puissances nucléaires mondiales. Mardi à Londres, Antony Blinken a promis que les Etats-Unis fourniraient à l'Ukraine «ce dont elle a besoin, au moment où elle en a besoin, pour être la plus efficace possible dans sa lutte contre l'agression russe».

Le ministre américain, qui effectue son cinquième voyage à Kiev depuis le début de l'invasion en février 2022, tient toutefois à vérifier que les forces ukrainiennes sont en mesure d'entretenir et d'utiliser certaines des armes livrées.

Interrogé sur un éventuel feu vert de Washington à l'acquisition d'armes de longue portée par Kiev, M. Blinken a répondu, sur la chaîne de télévision Sky News, ne pas «l'exclure», tout en voulant être certain que cela fera «progresser les objectifs» des Ukrainiens. Le Kremlin a averti que la Russie aurait une réponse «appropriée» si Kiev était autorisé à utiliser ces armes contre son territoire. Chaque décision occidentale de ce type prouve le «caractère justifié, nécessaire et sans alternative» de l'intervention militaire de l'armée russe en Ukraine, a dit son porte-parole. **ATS/AFP**

ESPAGNE

LOI D'AMNISTIE EXAMINÉE

Le Tribunal constitutionnel espagnol a annoncé hier qu'il allait examiner la constitutionnalité de la loi d'amnistie des indépendantistes catalans, adoptée fin mai.
Il maintient ainsi l'incertitude sur l'issue de plusieurs centaines de cas en cours d'examen.
Saisie par la Cour des comptes espagnole ainsi que par l'Audience nationale, principale instance pénale du pays, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) devra elle aussi se prononcer sur ce texte, qui divise profondément les Espagnols.

ATS/AFP

Le premier ministre fait la tournée des parlementaires avant de composer son équipe

Barnier, opération séduction

LAURE DE CHARETTE, PARIS

France ► Enfant de la Savoie, il a l'habitude d'arpenter les lignes de crête. Cette expérience lui sera précieuse. Nommé à Matignon le 5 septembre par Emmanuel Macron, Michel Barnier doit désormais composer son gouvernement. Une mission difficile tant l'équilibre des forces politiques est précaire, et les oppositions prêtes à le faire chuter au moindre faux pas.

En opération séduction, le nouveau chef du gouvernement a entamé le 10 septembre une tournée des groupes parlementaires du centre et de la droite, à commencer par les élus macronistes, qui font mine de ne pas lui accorder leur soutien.

Il y a peu de chances que l'un ou l'autre des membres de la gauche accepte de rejoindre son gouvernement

Il est allé à Rosny-sur-Seine en clôture de la journée parlementaire des députés Ensemble pour la République (ex-Renaissance). Il devait également se rendre mercredi à Reims où se réunissaient les élus du parti d'Edouard Philippe, Horizons, et pourrait rendre visite en milieu de semaine aux députés du MoDem, qui se rassemblent en Seine-et-Marne, puis aux élus de son propre parti, Les Républicains, qui, ironie du sort, se réunissent… en Savoie.

Michel Barnier pourrait dévoiler la composition de sa nouvelle équipe gouvernementale la semaine prochaine. KEYSTONE

Un rassembleur?

«Ce ne sera pas seulement un gouvernement de droite comme je l'entends dire», a insisté Michel Barnier vendredi soir sur TF1. Il y aura «des gens de ma famille politique», «peut-être» des ministres sortants et «des gens de gauche» car «il y a de bonnes idées partout». Quid alors de rencontres prévues avec des personnalités aux sensibilités plus écologiques et sociales, afin de les intégrer au casting?

La feuille de route fixée par l'Elysée le jour de sa nomination évoquait elle aussi un «gouvernement de rassemblement». Mais la gauche, arrivée en tête des élections législatives anticipées, a le sentiment de s'être fait voler le résultat du scrutin par le président de la République, il y a donc peu de chances que l'un ou l'autre de ses membres accepte de rejoindre le gouvernement de Michel Barnier, qui est en outre dépendant à ses yeux de l'extrême droite et inflexible sur la question des retraites. «Si un homme de gauche vient dans son gouvernement, eh bien il n'est plus un homme de gauche», a déjà prévenu l'ex-Insoumis Alexis Corbière sur LCI.

Certains ironisent déjà sur le fait que des figures socialistes en perpétuelle quête de visibilité comme Manuel Valls, Arnaud Montebourg ou Ségolène Royal, pourraient tout de même se rendre disponibles. A droite, plusieurs sortants se verraient bien reconduits. Parmi eux, selon *Le Parisien*: Sébastien Lecornu, Rachida Dati, Aurore Bergé, Catherine Vautrin ou encore Gérald Darmanin.

Et à en croire *Politico*, certains rêvent déjà d'un poste à leur mesure: Bruno Retailleau, le patron des sénateurs LR, se verrait bien à la Justice ou à l'Intérieur; Philippe Juvin (professeur de médecine) à la Santé, Arnaud Danjean (ex-DGSE et Quai d'Orsay) aux Armées. Xavier Bertrand, lui aussi battu sèchement à la primaire de la droite en 2021, pourrait faire son retour au gouvernement.

Pas pressé

Une chose est sûre: Michel Barnier dispose d'une certaine liberté de manœuvre pour choisir ses ministres, alors qu'Emmanuel Macron avait pris la fâcheuse habitude de s'enfermer dans le pavillon de la Lanterne à Versailles pour distribuer les maroquins. Après sept ans d'hyperprésidence et trois défaites électorales (les européennes et les deux tours des législatives anticipées), le chef de l'Etat envisagerait même de se tenir plus en retrait… Pour combien de temps?

Quant à la date à laquelle le gouvernement sera nommé, Michel Barnier a déjà prévenu: «Ne soyez pas trop impatients.» Il pourrait dévoiler l'affiche d'ici à la fin de la semaine ou au début de la semaine prochaine selon *Le Figaro*. Sa déclaration de politique générale aura lieu début octobre à l'Assemblée nationale. Ce sera sa première épreuve du feu… avant la bataille du budget.

Car c'est bien un chemin de croix budgétaire qui l'attend. Le budget 2025 doit en effet être adopté par les députés avant la fin de l'année, ce qui s'annonce compliqué étant donné les divergences de vues des élus en la matière. En outre, la France, sous le coup d'une procédure de l'UE pour déficit excessif, doit transmettre son plan de réduction du déficit public à la Commission européenne d'ici au 20 septembre.

Michel Barnier, commissaire européen à deux reprises et négociateur du Brexit, pourrait faire jouer ses relations et capitaliser sur sa réputation à Bruxelles pour que Paris obtienne un délai supplémentaire. Mais «il y en a marre de faire des chèques en blanc sur les générations futures» a-t-il prévenu au *20 heures* de TF1.

LA LIBRE BELGIQUE

«Ecocide» écarté

Ile de Pâques ► La population de l'île de Pâques, dans le Pacifique Sud, ne s'est pas effondrée au 17e siècle après un «suicide environnemental» causé par l'homme. C'est la conclusion d'une étude internationale

Les résultats de la recherche sont publiés mercredi dans la revue *Nature*. Elle a été menée par une équipe internationale qui comprenait la doctorante Bárbara Sousa da Mota et la professeure associée Anna-Sapfo Malaspinas, de la Faculté de biologie et de médecine de l'Université de Lausanne.

Selon une théorie, la population locale de cette île chilienne située à 3700 km des côtes du Chili s'est effondrée dans les années 1600 en raison d'une surpopulation et d'une mauvaise gestion des ressources, avant l'arrivée des colons européens au 18e siècle. Cette situation aurait conduit à une période de famine, de guerre et même de cannibalisme.

Pour tirer les choses au clair, les auteurs ont analysé le génome de quinze Rapanuis, le nom des habitants originels, ayant vécu entre 1670 et 1950, et dont les ossements se trouvent au Musée de l'Homme à Paris. Or ce travail n'a révélé aucune baisse soudaine de la diversité génétique, qui aurait confirmé la théorie de l'«écocide». **ATS**

JORDANIE

ISLAMISTES EN TÊTE

Le Front d'action islamique (FAI), bras politique des Frères musulmans et principal parti d'opposition en Jordanie, est arrivé mercredi en tête des formations politiques à l'issue d'élections législatives. Cela sur fond d'économie morose et de guerre dans la bande de Gaza. Le FAI a remporté 31 des 41 sièges sur un total de 138). **ATS**

GAZA

ATTAQUE MEURTRIÈRE

La Défense civile de Gaza a annoncé mercredi que quatorze personnes avaient été tuées dans une attaque aérienne israélienne sur une école transformée en abri pour des Palestiniens déplacés par la guerre. L'armée israélienne assure avoir visé des «terroristes» du Hamas. **ATS**

Projet controversé sur l'élection des juges

Mexique ► Après la Chambre basse, le Sénat mexicain a approuvé mercredi la réforme constitutionnelle après avoir été envahi par des manifestants hostiles. Ce projet controversé fait du pays le premier au monde à désigner tous ses juges par un vote populaire.

Voulue par le président de gauche sortant Andrés Manuel Lopez Obrador, la réforme a été adoptée par 86 voix pour, soit les deux tiers des 127 sénateurs présents à la chambre haute, dominée par le parti au pouvoir Morena et ses alliés, et 41 voix contre de la part des partis d'opposition. Plusieurs centaines de manifestants avaient envahi le siège du Sénat mexicain mardi pour s'opposer à cette explosive réforme du pouvoir judiciaire, forçant la délocalisation des débats.

Après avoir franchi les barrières de sécurité, les manifestations ont obligé le président du Sénat Gerardo Fernandez Noroña (majorité présidentielle) à ajourner la session.

Les manifestants – des fonctionnaires judiciaires en grève et des étudiants en droit – s'opposent à cette réforme qui fait du Mexique le premier pays au monde à désigner tous ses juges par un «vote populaire», y compris ceux de la Cour suprême. Cette réforme génère de fortes tensions avec Washington, premier partenaire commercial du pays, et à l'intérieur du Mexique où les manifestations sont quotidiennes depuis plusieurs semaines.

Le chef d'Etat mexicain, qui cédera le pouvoir le 1er octobre à Claudia Sheinbaum, issue du même parti, soutient que la justice mexicaine est corrompue et ne sert que les intérêts économiques des élites, alors que plus de 90% des crimes restent impunis au Mexique selon les ONG. **ATS/AFP**

Une partie du pont s'effondre

Dresde ► Un pont s'est partiellement effondré au cours de la nuit à Dresde, dans l'est de l'Allemagne, sans faire de victimes.

Une section d'environ 100 mètres du pont Carola, qui relie la vieille ville historique de Dresde à d'autres parties de la ville, a plongé dans l'Elbe pour une raison encore inconnue, ont indiqué les pompiers de Dresde.

La zone entière a été bouclée et aucune circulation fluviale n'est autorisée, a déclaré la police de Dresde. Les habitants ont été appelés à rester à l'écart.

«Il y a toujours un grave danger pour la vie et un risque d'effondrement», a déclaré Michael Klahre, porte-parole des pompiers, dans un message vidéo diffusé sur les réseaux sociaux. Des drones sont en train de survoler le pont afin d'obtenir une image plus claire des dégâts, a-t-il précisé.

Personne ne se trouvait sur ou sous le pont au moment de l'effondrement, vers trois heures du matin. «Nous sommes extrêmement soulagés que personne n'ait été blessé», a déclaré Barbara Knifka, porte-parole des autorités de la ville de Dresde. La partie du pont qui a plongé dans l'Elbe était dédiée aux lignes de tramway et à la circulation des piétons. Le tronçon utilisé par les véhicules, lui, n'a pas été affecté.

L'effondrement partiel du pont a également endommagé deux conduites de chauffage, provoquant des coupures dans la région.

Le pont Carola est l'un des principaux points de passage de l'Elbe à Dresde. Il a été achevé en 1971. Le pont porte le nom de l'épouse, morte en 1907, du roi Albert de Saxe. **ATS/AFP**

AGENDA CULTURE

ÉVÉNEMENTS

GENÈVE

«LIBERTÉ CONDITIONNELLE». Exposition. Du 28 juin au 2 mars 2025. Visites commentées 6 octobre, 2 février 2025 à 11h et le 2 mars 2025 à 15h accès gratuit sans inscription aux visites commentées.
Musée Ariana avenue de la Paix

FÊTE DE L'OLIVIER. 9ÈME FESTIVAL DES MUSIQUES ARABES ET MÉDITERRANÉENNES
20 et 21 septembre à l'Alhambra de Genève. Vendredi 20 septembre à 20h à l'Alhambra. UN PONT SUR LA MER BLEUE. Ghada Shbeir – Voix (Liban) Drosos Koutsokostas – Voix (Grèce) Hamid Ajbar – Voix (Maroc) Alkis Zopoglou – qanun Marina Liontou Mochament – oud, Bashar Sharifah – violoncelle Abderrahim Semlali – violon Michalis Koloumis – violon Emad Ghajjou – percussions. Ouverture des portes 19h : bar et petite restauration orientale. Samedi 21 septembre à 19h30 (première partie) Miral Ayyad et ses amis – PALESTINE. Miral Ayyad – chant Mohammad Ghosheh – violon, Elias Arbid – riq & darbouka, Eleni Moustaklem – contrebasse, Khalil Moussa Khoury – Qanoun/Cythare. Giries Boulata – piano.
ICAM L'Olivier
5 rue de Fribourg + Alhambra 10 rue de la Rôtisserie https://www.icamge.ch/20151-2/

FEUX BLEUS Exposition photos de Karine Bauzin, Jean-Patrick Di Silvestro, Jean-Michel Etchemaïté, Patrick Grob, Eric Roset, Cédric Vincensini. du 10 - 20 oct vernissage 10 oct 18h regardirect.ch
Fonderie Kugler, 4 rue de la Truite

MARCHÉ DE DÉTAIL ET DE PRODUITS MANUFACTURÉS. Mardi et vendredi de 6h30 à 14h15; dimanche de 8h30 à 18h15. Alimentation: fruits, légumes, champignons, fromage, vin, poisson, charcuterie, viande, poulets rôtis, spécialités valaisannes, confitures, pain, olives, fruits secs, épicerie fine; Petite restauration: gaufres, panini, traiteurs, crêpes, churros, café, jus de fruits, plats cuisinés; Autres: fleurs et produits manufacturés.
«MARCHÉ AUX PUCES ET BROCANTE». Mercredi, samedi, dimanche: de 6h30 à 18h15 l'été (n'a pas lieu le 1er août).
Plaine de Plainpalais
https://www.geneve.ch/marche-plainpalais

LITTÉRATURE

VAUD

«LES ESPRITS DE LA TERRE», LECTURE D'UNE OEUVRE DE CATHERINE COLOMB. Lecture en plusieurs épisodes par Catherine Kunz. Les mardis à 20h à la Maison de quartier de Sous-Gare, av. Dapples, Lausanne. Les jeudis à 19h à l'espace MarkdeFabrick ch. de la Condémine, La Sarraz Les dimanches à 17h au Centre culturel du Vieux Moulin 2 av. de Taiilecou à Saint-Prex. Jusqu'au 10 décembre. Mardis 17 septembre 8 octobre 19 novembre 10 décembre. Jeudis
12 septembre 3 octobre 7 novembre 5 décembre. Dimanches 8 septembre 6 octobre 10 novembre 8 décembre.
Plusieurs lieux (VD) La Sarraz, Saint-Prex, Lausanne

SCÈNE VAGABONDE

GENÈVE

FESTIVAL «SCÈNE VAGABONDE». Du 8 août au 19 octobre.
Du 10 au 28 sept: **Comédie des erreurs**, De William Shakespeare, mise en scène Eric Devanthéry
Théâtre Cæcilia, au 23 rue Cartere

THÉÂTRE

GENÈVE

«ON NE SE MENTIRA JAMAIS» / BRIGITTE ROSSET & MARC DONNET-MONAY, vendredi 4 octobre 2024 - 20h.
«LA MÉCANIQUE DU PÉTRIN» / COMPAGNIE SLALOM (THÉÂTRE D'IMPROVISATION), jeudi 7 novembre 2024 - 20h. Chez Feydeau, les personnages se retrouvent piégés dans des avalanches de rencontres inopinées, de mensonges et de cachotteries : c'est le pétrin ! Improviser Feydeau, vraiment ?
«L'ÉROTISME DE VIVRE» / CATHERINE RINGER (LECTURE MUSICALE), vendredi 15 novembre 2024 - 20h. 95 ans et toute une vie avant.
Plan-les-Ouates, Espace Vélodrome
62 chemin de la Mère-Voie
https://www.saisonculturelleplo.ch

«LA FEMME PARFAITE» HÉLÈNE MARQUER. les 12/13/14.09.
Chêne-Bourg, Théâtricul 64 rue de Genève
theatricul.net 079 471 21 23

«IL N'Y A PAS DE AJAR». De Delphine Horvilleur. 11 -15 septembre. Horaires Festival : Mercredi, jeudi, samedi 21h ; vendredi 19h; dimanche 17h.
Carouge, Les Amis Musique Théâtre pl du Temple

«MÉDÉE SUPERSTAR». Tamara Fischer Compagnie Les Bernardes 25 - 29 septembre. Mercredi et vendredi à 20h / Jeudi et samedi à 19h / Dimanche à 17h. Dès 16 ans.
Théâtre du Loup ch. de la Gravière, Acacias
www.theatreduloup.ch

AU DELÀ DE CETTE LIMITE VOTRE TICKET N'EST PLUS VALABLE, d'après Romain Gary, adaptation théâtrale par Valentin Rossier, Du 12 au 29 sept
Théâtre Alchimic, 10, av. Industrielle
022 301 68 38, alchimic.ch

MUSIQUES

GENÈVE

«DÉSALPE» / CIE SELMA95 (THÉÂTRE MUSICAL), jeudi 19 septembre. Ode à l'hiver perdu, pour quatre cors des Alpes et trois corps des plaines.
«AINSI DE SUITES» / PASCAL AUBERSON, CÉSAR DECKER, MATTHIEU MICHEL (CONCERT), vendredi 18 octobre 2024 - 20h.
«ENCORE UNE FOIS» / COMIQU'OPÉRA (SPECTACLE MUSICAL), vendredi 22 novembre 2024 - 20h et dimanche 24 novembre 2024 - 17h. Une troupe d'artistes victimes du succès de l'opérette qu'ils interprètent ! A La Julienne, rte de St-Julien, Plan-les-Ouates.
Espace Vélodrome 62 chemin de la Mère-Voie
saisonculturelleplo.ch/desalpe

CONCERT LA SESTINA. Vendredi 13 septembre 2024, 20h Temple de Saint-Gervais.
Genève www.lasestina.ch

ESTELLE REVAZ & LAUDINE DARD. . Dimanche 22 septembre à 11h. Oeuvres pour violoncelle et harpe de Manuel De Falla, de Cassado, d'Albéniz, de Ginastera....
Carouge Les Amis musique théâtre, pl. du Temple

CONCERT PAR GLI ANGELI ENSEMBLE ILLUSTRARE & BERTRAND CUILLER, CLAVECIN. Présentation du concert à 19h15 par Bertrand Cuiller et Stephan MacLeod. Concert à 20h.
Salle Franz List du Conservatoire de musique

LITTÉRATURE

GENÈVE

RENCONTRE AVEC MATHIEU CORPATAUX. Lundi 16 septembre, à 19h. Emma au jardin (Editions Empreintes, 2023) recueil de poèmes.
La Libellule, 112 rue de Lausanne

FESTIVAL ALTERNATIBA LÉMAN

Lundi 16 sept:
TABLE RONDES
18H15-19H45 •Transformations dans l'assiette: pourquoi végétaliser la restauration collective?
par Renc'Art, Swiss Food Academy et Swissveg avec Remy Tranchida, Virginia Markus, Sophie Hanessian, Maria Retamales et Laurence Froidevaux
Uni Mail • MR 060
18H15-19H45 · Transition heureuse contextualisée à la Suisse Romande
par Eurasia avec 2 alumnis du CAS HEG « Bonheur dans les organisations », modération par Edith Favoreu
UniMail · MR 170
18H15-19H45 •Les bénévoles au service de la nature : résultats et retour sur deux décennies de reboisement en Afrique et en Europe par Coeur Vert Suisse - Uni Mail • MR 040

CONFÉRENCES
18H15-19H45 • Écofascisme(s): le risque d'une extrême-droite écologiste par Le Courrier, avec Antoine Dubiau (Unige) modération par Achille Karangwa- UniMail · MR 290
20H-21H45 • Conseil pour le climat : 13 recommandations pour le Conseil d'Etat genevois par le Conseil pour le climat - Uni Mail • MR 290

Mardi 17
TABLE RONDE
18H15-19H45 • Uni Mail • MR 280
Guerre contre la biosphère : l'impact des armées au dessus de tout soupçon
par l'Association de Lecteurs du Courrier, avec Nadia Magnin et Ben Cramer, modération par Christophe Koessler du Courrier
ATELIER
18H15-19H45 • Uni Mail • MR 040
Explorons une Suisse décarbonnée sans nucléaire par Sortir du nucléaire, négaWatt et Noé21 avec Benoît Verzat, modération par Philippe de Rougemont
PROJECTION
18H30-20H30 • Cinélux
Film «Lanceurs de défis: solidaires, circulaires, durables» d'Yves Magat, en présence de Philippe Nussbaum

Mercredi 18
ATELIER CUISINE
14H-16H30 • Almacén, Rue des Grottes 6: Eat the rainbow : végétaliser son alimentation en s'amusant par Renc'Art et Swissveg
SPECTACLE
14H30-15H • parascolaires des Minoteries: PIZZA ! Un spectacle de clown et DE cirque sur la consommation alimentaire par le Collectif Les Boutures
VISITE GUIDÉE
16H-17H • MEG: Mémoire chocolatée: Une expérience inédite qui vous emmène suivre le chemin du chocolat de la cabosse à la plaque par le MEG et Alternatiba Léman
CONFÉRENCE
18H15-19H45 • Uni Mail • MR 280
Autoroutes: pourquoi il faut arrêter d'en construire
par actif-trafiC, ACPAT, AG!SSONS
ATELIER
18H15-19H45 • Uni Mail • MR 040
Les impacts environnementaux du numérique
par éco-impact
TABLES RONDES
18H-19H45 soirée thématique • L'ESPACE Réinventons le FAIRE ENSEMBLE: Gouvernances partagées et expériences locales
En partenariat avec l'Université du Nous (UDN), pour le lancement de son livre et APRES dans le cadre de ses 20 ans! Avec la participation d' alveo.design, Arcade sages-femmes, la ville de Meyrin, le sismographe, Présence Active, et Benoit Costamagnat pour la facilitation.
18H15-19H45 • Uni Mail • MR 170
Protection de la santé des travailleurs·euses et de la population par temps de canicule: quel bilan de l'été 2024 ?
par Grève pour l'Avenir avec des représentant·exs de la CGAS et des syndicats, de la Grève féministe et des mouvements climat
19H15-20H45 • Uni Mail • MR 070
De la Colombie au Brésil, l'espoir pour le climat et le droit des peuples venant d'Amérique latine/Abya Yala
par le Collectif BreakFree avec Valeria Sorgato, Quinto Suyo Suiza Peru, Red Wiphalas/Wiphalas Network
20H-21H45 • Uni Mail • MR 280
Intelligence artificielle et Climat: Solution ou Distraction
par Alternatiba Léman et The Shifters Switzerland avec Valentine Python (ex-conseillère nationale Les Vert.e.s), Stéphane Fallet (Responsable du succès clients et de l'IA chez Talentory), Théo Alves Da Costa (Responsable de l'IA pour la durabilité et le climat chez Ekimetrics) et Adrien Couzinier (Spécialiste énergie-climat)., modération par Louis Viladent du Courrier
20H-21H45 • Uni Mail • MR 170
Le numérique comme outil
par EcoVisuel avec Gordan Savičić, Grégory Trolliet, Sandra Becker, Julie Perrenoud, Martin Ashton-Lomax, modération par Don't Be Trashy conférence
20H-21H45 • Uni Mail • MR 040
Les enfants de la Terre – Comment remettre la nature et notre nature au centre de l'éducation ?
par Éducation durable avec Viktorie Škvarková et Rachel Aubert
PROJECTION
18H30-21H30 • Cinélux
Film « La chanson de Jérôme »
d'Olivier Bosson, en présence de la Confédération Paysanne Suisse et MAPC

CONVOIS FUNÈBRES

Jeudi 12 septembre

VAUD

Nelly Berney, 83 ans, cérémonie d'adieu au temple de Ballaigues à 13h30. **Jacqueline Tenger-Bolomey**, 90 ans, cérémonie d'adieu au centre funéraire de Montoie, à 13h. **Yves Ronchetti-Cottet** 90 ans, cérémonie d'adieu au centre funéraire de Montoie à 16h.

GENÈVE

Hans Birger Hammar, cérémonie d'adieu en la paroisse du Petit-Saconnex à 11h. **Geneviève Foppiano**, cérémonie d'adieu en l'église Sainte-Trinité aux Pâquis, à 10h. **David Cappy**, cérémonie d'adieu en l'église Saint-Paul de Cologny à 16h. **Antonietta Rizzo**, 75 ans, cérémonie d'adieu en la chapelle de la Providenza à Carouge à 14h. **Brian Georges Pincott**, 86 ans, cérémonie d'adieu en la chapelle du cimetière Saint-Georges à 10h30. **Dominique Oppliger**, née Greppi, cérémonie d'adieu en l'église de Sappey en France à 14h30. **Danièle Miville**, 85 ans, cérémonie d'adieu au cimetière de Cartigny à 15h. **Jacqueline Haldimann**, 81 ans, cérémonie d'adieu au centre funéraire de Saint-Georges à 16h.

JURA, BIENNE, JURA BERNOIS

Francis Vallat, cérémonie d'adieu en l'église de Saignelégier à 14h. **Jacques Frei**, 59 ans, cérémonie d'adieu au temple de Court à 13h45.

Vendredi 13 septembre

GENÈVE

Boudewijn Charles Sjollema, cérémonie d'adieu au Temple de Chêne-Bougeries à 13h30. **Jean Graf**, cérémonie d'adieu au cimetière Saint-Georges à 14h15. **Gisèle Schenk**, née Roduit, 75 ans, cérémonie d'adieu à la chapelle du cimetière Saint-Georges à 14h45. **Claudia Ricci** Bovier, 58 ans, cérémonie d'adieu au cimetière de Lutry à 14h30. **Fabienne Sandoz**, 57 ans, cérémonie d'adieu au centre funéraire de Saint-Georges à 15h45.

VAUD

Marguerite Fritsché, 100 ans, cérémonie d'adieu au temple de Mézière à 14h. **Roland Narbel**, 84 ans, cérémonie d'adieu au centre funéraire de Montoie à 10h30. **Claudy Rosset**, 88 ans, cérémonie d'adieu à la chapelle d Saint-Roch à 13h30. **Marie-Alice Monnet**, née Mermoud, 91 ans, cérémonie d'adieu au centre funéraire de Montoie à 11h. **André Thévoz**, 66 ans, cérémonie d'adieu au temple d'Orbe à 14h. **Youssef Belkacem**, 78 ans. **Eléonore Sprenger**, cérémonie d'adieu au centre funéraire de Montoie à 15h. **Claudine Stoudmann**, née Monod, 89 ans, cérémonie d'adieu au centre oecuménique de Cugy. **Roland Narbel** cérémonie d'adieu au centre funéraire de Montoie à 10h30.

VALAIS

Raoul Roduit, cérémonie d'adieu en l'église de Saillon à 16h30. **Ginette Raboud**, cérémonie d'adieu au cimetière de Choëx-Monthey à 10h30.

Samedi 14 septembre

VALAIS

Luigi Petrucci, messe du souvenir à l'église paroissiale de Martigny-Ville le samedi 14 septembre à 18h. **Aloysia Voltolini**, cérémonie d'adieu à l'église de Vouvry à 10h.

Jeudi 19 septembre

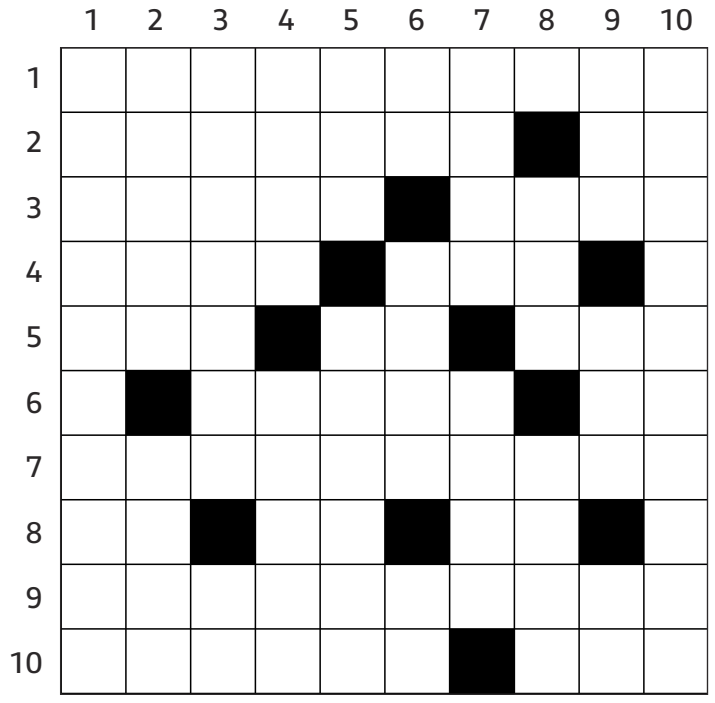
GENÈVE

Jacqueline Siza née Gonnet, décédée à l'âge de 95 ans, Chapelle de la Maison de Retraite du Petit-Saconnex à 16h30.

PUBLICITÉ

Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire
24 heures sur 24 – 7 jours sur 7
Avenue de la Concorde 20
1203 Genève
022 418 60 00
Genève, ville sociale et solidaire
www.geneve.ch
VILLE DE GENÈVE

MOTS CROISÉS N° 934



HORIZONTALEMENT
1. Tamandou ou myrmidon. 2. Près de Clermont-Ferrand en France. Cube de jeu. 3. Peu futé. Village suisse. 4. Héritage. Joli mois. 5. Petite surface. Article contracté. Durillon. 6. Légumes. Ordre de marche. 7. Priver de succession. 8. Article arabe. Argon. Bradype. 9. Encore intactes. 10. Tranquille. Déshabillée.

VERTICALEMENT
1. Scandinave. 2. Rameau de saule. Commune des Pyrénées-Orientales. 3. Prennent le train ou vont à la poste. Erbium. 4. Clés de voûte d'un régime. Essoufflé. 5. Placé. Au courant. 6. Iridium. Changer de peau. Cycle terrestre. 7. Défavorisa. Royaume d'Asie. 8. Manie énervante. Pronom possessif. 9. Ville des Pays-Bas. Prière. Possédé. 10. Devenu légal.

SOLUTIONS DU N° 933

HORIZONTALEMENT ▸ 1. Stalagmite. 2. Paritaires. 3. Enuméré. Tu. 4. Camomilles. 5. Un. Gifler. 6. Lame. Ue. En. 7. Ara. Insolé. 8. Tirana. Ulm. 9. Ivres. Gree. 10. Fée. Ulysse.
VERTICALEMENT ▸ 1. Spéculatif. 2. Tananarive. 3. Arum. Marre. 4. Limogé. Ae. 5. Atemi. Insu. 6. Garifuna. 7. Miellés. Gy. 8. Ir. Le. Ours. 9. Téterelles. 10. Esus. Némée.

MÉTÉO

Prévisions pour la Suisse romande et le Valais

Jeudi: Souvent nuageux avec des averses, plus fréquentes le long des reliefs. Belles éclaircies probables au pied sud du Jura ainsi qu'en Valais. Limite pluie-neige entre 1100 et 1500 m. Joran sensible au pied sud du Jura, voire jusque sur le bassin lémanique. Maximum 13 °C. **Vendredi:** Changeant à nuageux avec quelques averses, plus fréquentes le long des reliefs. Limite pluie-neige entre 1100 et 1600 m. Quelques éclaircies probables en plaine. Maximum 13 °C. **Samedi:** Probablement en partie ensoleillé en plaine ; temps plus nuageux en direction de l'est et en montagne, mais restant généralement sec. Bise sur le Plateau. Maximum 15 °C.

Suisse alémanique, le Nord et Centre des Grisons

eudi: Très nuageux et quelques précipitations, surtout dans les Alpes. Limite des chutes de neige s'abaissant probablement de 1700 m environ le matin vers 1400 m. L'après-midi, intervalles secs et brèves éclaircies possibles sur le Plateau. Maximum 11 °C. **Vendredi:** Très nuageux sur le versant nord des Alpes avec de fréquentes averses. Limite pluie-neige entre 1200 et 1600 m. En plaine, changeant avec quelques éclaircies et des averses isolées. Maximum 11 °C. **Samedi:** Évolution incertaine. Dernières précipitations probables le long des Alpes. Sinon passage à un temps sec et en partie ensoleillé. Maximum 13 °C.

Sud des Alpes et Engadine

Mercredi: Au début, assez ensoleillé. En cours de journée, devenant rapidement nuageux puis averses ou orages possibles. Maximum 22 °C. **Jeudi:** Probablement très nuageux avec des précipitations surtout en première partie de journée. L'après-midi, possible arrivée du vent du nord avec des éclaircies. Maximum 21 °C. **Vendredi:** Au Sud, en partie ensoleillé avec du vent du nord. Le long des Alpes et en Engadine, nébulosité plus compacte. Maximum 22 °C. **Samedi:** Probablement assez ensoleillé avec une tendance au vent du nord, plus nuageux dans les Alpes et en Engadine avec quelques précipitations possibles. Maximum 23 °C. METEOSUISSE

APPELS D'URGENCE

Service du feu	118
Police secours	117
Urgences sanitaires, ambulances	144
La Main tendue (24h24)	143
sos enfants	147

GENÈVE

Pharmacie Pharma24, 38 boulevard de la Cluse, HUG, 022 808 00 18
Médecine: 022 372 33 11 ou 022 382 33 11. HUG, Hôpital cantonal, Rue Micheli-du-Crest, 24, 24h sur 24
SOS Médecins à domicile: 022 748 49 50. 24h sur 24,
SOS Infirmières: 022 420 24 64. 24h sur 24
SOS Alcool: 0848 805 005, tarif d'un appel local 24/24h
Numéro unique et gratuit, prise en charge des enfants de 0 à 18 ans: tél. 0844 022 022
Maternité: 022 382 42 36, (Obstétrique/accouchements) 022 382 68 16 (Gynécologie) Boulevard de la Cluse 32. 24h sur 24
Lu-ve de 18h à 24h, week-end et jours fériés de 08h à 24h (téléphone obligatoire): 022 305 04 58 ,Clinique des Grangettes, chemin des Grangettes 7, Chêne-Bougeries
022 719 61 00, Hôpital de la Tour, avenue J.-D. Maillard 3, Meyrin

La société s'en inquiète, les artistes visuels s'en emparent: l'intelligence artificielle (IA) colonise la programmation de la biennale Images Vevey jusqu'à fin septembre. Perspectives

IA du nouveau dans la photo

THIERRY RABOUD

Belles de loin mais loin d'être belles, les étranges *Imagined Images* de Maria Mavropoulou, qui a confié récits et souvenirs à l'intelligence artificielle pour qu'elle recrée l'archive familiale disparue. COURTESY OF THE ARTIST

Technologie ▸ Toute révolution a ses scandales. En 2021, le photographe norvégien Jonas Bendiksen, membre de l'agence Magnum, présentait au festival Visa pour l'image un reportage sur le thème des *fake news*... avant de révéler que cette immersion dans un village macédonien avait été fabriquée de toutes pièces, avec personnages numériques et textes remodelés par l'intelligence artificielle (IA). Le jury n'avait rien vu. Deux ans plus tard, nouveau coup d'éclat, quand le photographe allemand Boris Eldagsen refusait le Sony World Photography Award qui lui était accordé, avouant que le superbe portrait qu'il avait soumis au concours était, lui aussi, l'œuvre d'une IA.

Abolissant jusqu'à la supercherie les frontières entre fiction et information, l'algorithme aura-t-il raison des photographes? Il faut dire que l'image, longtemps considérée comme preuve du vrai, n'a jamais paru si douteuse qu'en nos temps numériques avancés. «Toute photographie est une manipulation», rappelait certes l'artiste Joan Fontcuberta en 1997 déjà, lui dont le projet parodique *Sputnik*, mettant en scène un prétendu astronaute russe disparu dans l'espace, avait créé un tollé national. Mais depuis la démocratisation de logiciels générateurs d'images dont l'ahurissante puissance de calcul permet à chacun de concevoir, en quelques clics, d'apparents fragments de réalité, c'est une rupture technologique majeure qui se dessine. Plus importante peut-être que l'invention de la photographie, tant ce nouveau réalisme artificiel semble capable de remettre en cause les fondements mêmes d'une appréhension partagée du monde.

Ainsi, entre inquiétudes et fantasmes, les débats éthiques soulevés par cette révolution gagnent désormais tous les domaines de la société. Reste que l'outil, par-delà les clichés technophobes, se révèle aussi en formidable catalyseur artistique, ouvrant des horizons visuels jusque-là inconcevables! Pour les découvrir, il suffit d'arpenter les rues de Vevey, dont la biennale Images investit les recoins parfois insolites, autour du thème «(Dis)connected» (lire ci-dessous).

Où est le vrai?

Dans le catalogue qui présente les 50 projets exposés, un label attire l'œil: «Peut contenir des traces d'IA». Une manière de lever le doute, de prévenir les allergiques mais surtout d'avertir le regard. «A ce stade, il nous semble très important d'accompagner la compréhension de ce qu'est une image traitée à l'intelligence artificielle. Nous allons tous et toutes devoir apprendre à lire et à interpréter cette nouvelle grammaire, cela va probablement prendre une génération», assure le directeur de la manifestation Stefano Stoll, qui rappelle qu'un premier projet avec IA est apparu dans sa programmation en 2020 déjà, sous forme de bouquets de fleurs numériques composés par Jack Latham. «Tout cela semblait encore très cryptique, les mots *intelligence* et *artificielle* paraissaient n'avoir rien à faire ensemble, se souvient le curateur. Mais par notre manière assez exploratoire de travailler, nous avons été pris très tôt, et sans vraiment le savoir, dans cette révolution gigantesque en cours.» Deux ans plus tard, les Galeries du Rivage s'illuminaient des doubles portraits signés Daniel Wallace, entrepreneur devenu artiste après avoir fait fortune en vendant sa boîte d'IA: un visage artificiel côtoyait une photo prise en studio. Où était le vrai?

Or l'ère du canular semble désormais révolue. Comme si, après avoir prouvé sa capacité à singer parfaitement des sonnets de Shakespeare, des tableaux de maître ou des chorals de Bach, l'IA intégrait enfin de plein droit le vocabulaire créatif contemporain. Elle faisait happening, elle est devenue outil, mobilisée au service d'un véritable propos. «A Images Vevey, nous avons toujours voulu mettre en lumière une photographie capable de raconter des histoires, souligne Stefano Stoll. Si nous accueillons l'IA, qui doit d'ailleurs être nourrie de *prompts*, de bribes de récits pour pouvoir créer de l'image, c'est bien pour son formidable potentiel narratif, dont les artistes se servent de plus en plus.»

De fait, dans le millier de dossiers reçus l'an passé par le jury du Grand Prix Images Vevey, plus d'une centaine carburaient à l'IA. Parmi eux, une mention a été attribuée à Weronika Gęsicka pour son projet *Encyclopædia*, qui sera présenté au Musée Jenisch: l'artiste polonaise s'est plongée dans les encyclopédies des siècles passés pour y retrouver les entrées fictives qui servaient aux éditeurs à se prémunir de tout plagiat. Au logiciel dopé à l'IA d'imaginer à quoi pouvaient ressembler ces bestioles et concepts imaginaires... Manière ludique de questionner cet outil lui aussi fondé sur la spoliation des données d'autrui.

Souvenirs fictifs

Egalement emblématique de ce nouveau paradigme, où l'IA induit un déplacement du geste créatif de l'image vers le dispositif qui l'encadre, le projet *One Last Journey* déploie sur Polaroid les souvenirs d'un couple amoureux avant sa séparation. A bien regarder ces vignettes d'Alexey Chernikov, un trouble s'installe. Car de fait, ces personnages n'existent pas, leur histoire n'est qu'un tissu de pixels mensongers tirés sur imprimante Polaroid... «Par sa simplicité et ses imperfections, ce médium crée habituellement une sorte de pacte d'authenticité entre l'image et la personne qui la regarde, comme pour dire: cela a réellement eu lieu. J'ai justement cherché à détourner cette prétendue authenticité en mettant en scène, grâce au logiciel Midjourney, une intimité complètement fictive», note l'artiste formé à l'ECAL et aux Beaux-Arts de Paris.

«Nous avons été pris très tôt, sans vraiment le savoir, dans cette gigantesque révolution»

Stefano Stoll

A Vevey, on retrouvera encore cette veine narrative dans les *Imagined Images* de Maria Mavropoulou, qui a nourri l'IA de souvenirs familiaux pour que celle-ci puisse réinventer des archives photographiques égarées, ou dans le projet *Walking Back to Happiness* de Maisie Cousins, qui réactive la mémoire oubliée du parc d'attractions favori de son enfance. La chambre noire optique semble devenue caduque, remplacée par cette boîte noire algorithmique qui, pour Stefano Stoll, transformerait le ou la photographe en *promptographe*.

Devenir curateur

IA pas photo? Ou pour le dire autrement: le photographe d'aujourd'hui, dépassé par la machine informatique en sa capacité à imager le monde, a-t-il vocation à devenir le simple curateur des visuels qu'elle génère pour lui? «Dès lors que l'IA est parvenue à remplir tous les critères d'une image photographique, jusqu'à ses imperfections, j'ai eu effectivement l'impression que mon rôle avait changé, que j'étais devenu en quelque sorte directeur artistique, appelé à sélectionner ce qui m'était proposé», confie Alexey Chernikov.

Loin de s'en alarmer, l'artiste voit au contraire dans ce bouleversement technologique l'occasion, stimulante, de redéfinir les catégories comme les usages. «Lorsqu'Eadweard Muybridge, au XIXe siècle, peint le ciel de ses paysages, est-ce une photo ou une peinture? L'IA, n'est-ce pas aussi une forme de collage de nombreuses images préexistantes? En créant de manière instantanée des images à la fois plus belles et moins chères que celles d'un photographe, l'IA les incite à se concentrer plutôt sur la partie conceptuelle, sur le contexte dans lequel ces images seront regardées. Cela ouvre un vaste champ d'exploration!» **I**

Images Vevey, plein la rue, plein la vue

Festival ▸ La biennale des arts visuels investit la ville avec 50 projets qui affirment la photographie comme expérience.

Dès l'entrée de la ville, l'image nous mène en bateau. Sur la façade Nestlé, le navire-amiral de la CGN se déploie sur la plus grande photo jamais exposée par la biennale, 1000 m², brume et Belle Epoque, tandis qu'à travers les baies vitrées du siège de la multinationale on voit passer les vapeurs. «Comme la nourriture, l'art nous nourrit aussi», a tenté de poétiser jeudi le président de Nestlé Paul Bulcke, à l'heure d'ouvrir pour la première fois au public les portes de son jardin lémanique, où se déploient d'autres bateaux encore signés Vincent Jendly. On se faufilera entre les employés badgés pour découvrir aussi l'enfance photoshopée de la Japonaise Chino Otsuka.

Sur le siège de Nestlé, la plus grande image jamais produite par la biennale. KEYSTONE

L'insolite est au menu, trois semaines durant. Comme à son habitude, Images Vevey prend la rue et cadre large, gratifiant les façades de clichés saisissants signés des grands noms de la photo contemporaine, d'Andreas Gursky à Candida Höfer en passant par Daido Moriyama. Interrogeant notre réalité déconnectée bien que surconnectée, la biennale, plus stimulante que jamais, déploie aussi hors cadre une Dolorean électrique, un immense avion gonflable, un robot-curateur, un incubateur à champignons. En intérieur ou extérieur, 50 projets pour affirmer la photographie comme expérience. Stefano Stoll: «Nous n'avons qu'un seul objectif, en mettre plein la vue!» **TRD**

Images Vevey, du 7 au 29 septembre.
www.images.ch